

Citoyenneté jeunesse

Projet pilote présenté à monsieur Philippe Couillard, Premier ministre du Québec et ministre responsable des dossiers jeunesse ainsi que madame Caroline Simard, députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré et adjointe parlementaire aux dossiers jeunesse.



FJR
1 Les forums jeunesse
régionaux du Québec

Par
& pour
les jeunes

Recherche, analyse et rédaction :

Félix Joyal Lacerte
Geneviève Cyr
Mélanie Talbot

Révision et correction :

Amélie Côté
Antoine Beaulieu
Audrey Tardif
Élise Demers
Florence Côté
Julie Fortier
Marie-Ève Beaumier
Noémie Brière-Marquez
Yannick Fortier

La Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ) est composée de 11 jeunes âgés de 12 à 35 ans regroupés en un conseil d'administration dont la mission est de faire des jeunes de tous les territoires des citoyens actifs et informés et des parties prenantes des décisions qui ont un impact sur leur communauté et leur avenir.

Membres du conseil d'administration :

Émilie Thériault, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Félix Joyal Lacerte, Président
Florence Côté, Capitale-Nationale
Geneviève Cyr, Chaudière-Appalaches
Isabelle Leblanc, Lanaudière
Jean-Mathieu Chénier, Outaouais

Joanie Tremblay, Saguenay-Lac-Saint-Jean
Mélanie Talbot, Côte-Nord
Santiago Rizzo, Montréal
Stéphane Hudon, Nord-du-Québec
Yannick-Carl Demers, Laval

Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec

Adresse : 571, 3^e Avenue Québec (Québec) G1L 2W4

Téléphone : (418) 523-8104

Site Internet : www.forumsjeunesse.qc.ca



Mot du président de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec

Citoyenneté jeunesse vise à outiller les jeunes pour qu'ils prennent leur place dans les lieux décisionnels, à leur donner un espace pour faire entendre leur voix et à reconnaître leur compétence dans le développement de leur communauté. Élaboré au cours des derniers mois par des jeunes des quatre coins du Québec, le projet Citoyenneté Jeunesse vient répondre au besoin de valorisation de la participation citoyenne des jeunes et d'intensification de leur présence au sein de la société.

Si les jeunes sont plus présents dans les lieux décisionnels, s'ils se présentent davantage aux urnes en période électorale, si leurs idées sont entendues et écoutées, c'est toute la société qui en sort gagnante. La participation citoyenne cherche un équilibre entre la responsabilité individuelle et la responsabilité collective, car « la capacité d'un individu à assumer sa responsabilité sera la condition qui amènera la collectivité à assumer la sienne » (Lamoureux, 1996).

Nous invitons donc le Gouvernement du Québec à devenir non pas collaborateur, mais partie prenante du projet Citoyenneté jeunesse. L'intégration des jeunes ne peut pas passer uniquement par l'éducation et l'emploi; elle doit aussi encourager l'engagement citoyen sous toutes ses formes.

« Il y a des vertus qui sont des folies, et c'est leur folie qui fait leur grandeur. » Cette citation d'Élime Durkheim m'a motivé à aller bien au-delà de mon mandat et à porter ce projet commun au national, afin que l'ensemble de la jeunesse québécoise puisse continuer à rêver comme nous le faisons.

**Félix Joyal Lacerte,
Président**

TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte	5
Introduction	9
Axe 1 : Place aux jeunes dans les lieux décisionnels	12
Quelle est la population visée par cet axe?	12
À quel besoin cet axe répond-il?	12
Des expériences et des recherches pour appuyer une action efficace	13
Actions prévues et objectifs de l’Axe 1	16
Axe 2 : Éducation citoyenne et participation électorale.....	18
Quelle est la population visée par cet axe?	18
À quel besoin cet axe répond-il?	18
Une intervention ancrée dans la littérature scientifique	20
Actions prévues et objectifs de l’Axe 2	22
Axe 3 : Relève aux instances démocratiques	24
Cibler les municipalités : une question d’avenir	27
Actions prévues et objectifs de l’axe 3.....	28
Appui à la mise en place de conseils municipaux jeunesse	28
Un mode de gouvernance par les jeunes.....	32
Budget.....	36
Échéancier et évaluation	37
Conclusion	42
Annexe I – Un bref historique	43
Annexe II – Les valeurs des forums jeunesse régionaux.....	46
Annexe III – Les piliers de l’intervention jeunesse.....	48
Annexe IV – Estimation des résultats locaux.....	50
Références	64

MISE EN CONTEXTE

La participation citoyenne est au cœur des réflexions sociétales. Donner une voix aux citoyens, développer leur sentiment d'appartenance à leur communauté, assurer un "vivre ensemble"; il s'agit là d'éléments primordiaux pour notre société. Parallèlement, la santé démocratique de l'État et la vitalité des communautés dépendent intimement de l'engagement social des citoyens. Cette participation demeure un grand défi, tant en termes de mobilisation que de prises de conscience réelle des citoyens sur les décisions qui les concernent. Il est démontré que si les objectifs de la participation des citoyens sont clairs, qu'elle est liée aux institutions démocratiques existantes et qu'elle se conclut sur un réel pouvoir décisionnel des citoyens ceux-ci, seront davantage portés à donner de leur temps. Ainsi, l'engagement citoyen se décline de mille et une façons, mais doit être entretenu, encouragé et soutenu. Plus particulièrement, il importe de favoriser la participation sociétale des jeunes qui, par la force des transformations démographiques, voient leur poids relatif au sein de la population québécoise diminuer.

Tous doivent avoir une voix dans leur communauté et le pouvoir de contribuer à son développement. L'engagement de la jeunesse dans les projets sociétaux passe par sa capacité non seulement à faire entendre sa voix, ses préoccupations et ses aspirations dans un espace et des tribunes dédiées, mais également à apporter de manière concrète une contribution par son dynamisme, ses compétences, son expertise et la pertinence qu'on lui reconnaît.

Les forums jeunesse du Québec ont développé une expertise reconnue sur l'engagement des jeunes, qui s'est déployée de multiples manières. Les projets menés permettaient le développement d'une citoyenneté active chez les jeunes, ce qui a aidé à sortir des jeunes de l'isolement et à la création d'un réseau de solidarité qui dépasse les régions. Malgré l'arrêt du financement par le gouvernement en avril dernier, les jeunes engagés au sein des forums jeunesse, conscients du succès des projets interculturels et intergénérationnels développés au cours de la dernière décennie, tenaient à préserver cette expertise afin que la jeunesse de tout le Québec puisse encore participer de manière active au développement communautaire et qu'elle puisse comprendre et intégrer les institutions démocratiques québécoises.

Plus de dix ans d'expertise et d'actions visant la citoyenneté active des jeunes

Les forums jeunesse travaillaient déjà à favoriser la participation citoyenne des jeunes lorsqu'en 2006 ils ont reçu le mandat officiel du gouvernement du Québec d'œuvrer directement sur cet enjeu. Les actions mises en place pour assurer l'éducation citoyenne et la participation démocratique des 35 ans et moins s'inscrivent dans une philosophie du « par et pour » les jeunes, et ont notamment permis de sensibiliser les différentes organisations partenaires et de nombreux élus municipaux, préfets et députés provinciaux et fédéraux à l'importance de faire une place aux jeunes dans la société. Les actions locales des forums jeunesse ont permis d'agir directement auprès de centaines de milliers de jeunes en leur offrant l'occasion d'avoir une influence significative sur la construction de leur communauté. Ceux-ci ont pu échanger d'égal à égal avec d'importants acteurs locaux, permettant la bonification de projets et le développement de liens de collaboration durables et novateurs.

Les exercices citoyens développés partout au Québec ont permis aux jeunes d'expérimenter les rouages des lieux décisionnels et de développer des habiletés relationnelles et entrepreneuriales en apprenant à concevoir, planifier, communiquer, financer et réaliser des projets qui répondent à leurs besoins et à ceux de leur communauté. Présentés comme l'avenir du Québec, ces jeunes ont eu l'opportunité de se poser comme des acteurs du changement social et non seulement comme des spectateurs ou bénéficiaires. Il faut se servir de l'expérience et du savoir-faire acquis sur le terrain pour poursuivre dans la même direction.

Les projets et actions qui étaient portés par les forums jeunesse régionaux assuraient que les idées et les intérêts des jeunes soient entendus et pris en compte et ont surtout permis de consolider l'engagement social des jeunes touchés. Ces priorités se retrouvent d'ailleurs dans les axes du renouvellement de la politique jeunesse du Québec.

Des actions par et pour les jeunes :

Les forums jeunesse considèrent que le développement local doit se faire en s'appuyant sur l'expertise des citoyens qui vivent au cœur de ces régions. De plus, les forums jeunesse trouvent primordial que les projets de développement soient pensés par et pour ceux qu'ils ciblent.

Cette corrélation est à la base du sentiment d'appartenance ou de préoccupation intrinsèque qui amène les jeunes à s'impliquer dans l'aménagement de leur espace de vie. Un espace partagé, sur lequel ils ont des intérêts communs, crée des liens et permet des actions collectives. La citoyenneté se construit donc essentiellement à l'échelle du milieu de vie quotidienne.

Source : TCFJRQ, 2013, Charte des valeurs des forums jeunesse.

Entre 2009 et 2014, les forums jeunesse ont investi près de 52 M\$ par et pour les jeunes de toutes les régions du Québec dans 1 296 projets et ententes qui ont permis à plus de 6 000 partenaires de mettre les jeunes au cœur de leurs considérations. Ces investissements ont permis de rejoindre 300 000 jeunes par année.

Un incubateur de leaders, administrateurs et gestionnaires

Les forums jeunesse ont permis à plus de 4 500 jeunes de développer des compétences en gouvernance et en gestion de fonds, en plus d'approfondir leurs connaissances sur leur région et ses différentes composantes territoriales. Les forums jeunesse se sont avérés être un lieu concret de formation de leaders citoyens de tous les horizons. La richesse de l'expérience forum a su assurer, au cours des dernières années, une relève capable de jouer un rôle de premier plan au Québec.

Un catalyseur de l'engagement pour tous les jeunes

Au-delà des 300 administrateurs par année pour lesquels un accompagnement plus important a été fourni, les forums jeunesse ont contribué à favoriser la participation citoyenne des jeunes dans toutes les régions du Québec. Cette participation a pris plusieurs visages : des jeunes qui ont entrepris des projets pour répondre aux besoins de leur milieu, qui ont donné de leur temps, qui ont assumé des charges publiques, qui ont exprimé leur voix dans les débats et qui ont voté et invité les jeunes autour d'eux à le faire également. Ces actions ont nécessité de travailler en partenariat avec les organismes locaux, le milieu scolaire et les partenaires nationaux, ce qui a mené à la création d'un réseau encore inégalé entre les acteurs de tous ces milieux.

En participation citoyenne les actions des forums jeunesse ont permis de rejoindre 158 000 jeunes pour l'année 2013-2014.

Un pont entre les jeunes et les décideurs

Il est désormais démontré que la mobilisation des communautés et l'engagement de ses acteurs contribuent largement à l'augmentation du niveau de vie, de la qualité de vie et du cadre de vie de chacun. Les exemples de succès de développement local où le dévouement, le sentiment d'appartenance et l'ingéniosité dont ont fait preuve les communautés locales et leurs élus sont nombreux. Les forums jeunesse régionaux ont exercé une concertation des divers acteurs œuvrant auprès de la jeunesse et ont ainsi recueilli les préoccupations exprimées par les jeunes de leur territoire. Par l'expertise issue de l'ancrage des forums sur leur territoire, ils ont été à même de mieux y intervenir, tout en construisant un dialogue avec les décideurs afin de s'assurer que les politiques publiques étaient ancrées dans les réalités de tous les milieux.

Vers une nouvelle politique de la jeunesse

En prévision du renouvellement de la politique québécoise de la jeunesse entamé en 2014, le gouvernement a décidé de reconduire en 2015 plusieurs actions issues de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014. La rédaction du livre blanc *Une génération aux multiples aspirations*, de même que le document publié par l'Institut de la statistique du Québec *Regard statistique sur la jeunesse*, ont permis au Secrétariat à la jeunesse de jeter les bases d'une nouvelle politique jeunesse. Cette politique sera mise en œuvre dans une nouvelle stratégie d'action jeunesse.

Actuellement à l'étape de la consultation, la politique s'appuie déjà sur 4 axes :

Axe 1 : De saines habitudes de vie

Axe 2 : Un milieu favorable à la persévérance et à la réussite scolaires

Axe 3 : Des jeunes prêts pour le travail, une économie prête à les accueillir

Axe 4 : Une citoyenneté active et plurielle

Afin d'assurer la réussite de la prochaine stratégie gouvernementale en matière de jeunesse, il nous apparaît primordial de porter une attention aux besoins exprimés par les jeunes et de définir des mesures qui y répondent de façon concrète et efficace. Le projet présenté dans ce document permet l'atteinte des cibles de la Politique Québécoise de la Jeunesse par la consolidation d'une expertise développée au cours des dernières stratégies d'action jeunesse.

INTRODUCTION

Des actions qui s'arriment aux préoccupations gouvernementales

Le quatrième axe sur lequel se basera la prochaine politique jeunesse démontre que le gouvernement du Québec souhaite assurer la pleine participation des jeunes au développement de la société en leur offrant des expériences significatives et une place de choix dans les lieux décisionnels. L'expertise des forums jeunesse, reconnue à maintes reprises à l'international, est certainement pertinente pour réaliser cette priorité. Afin de permettre la réalisation de l'axe 4, il apparaît important de préserver les projets qui ont permis de développer un sentiment d'appartenance chez les jeunes à leur communauté et aux instances avec lesquelles ils interagissent, ainsi que les projets qui permettent de mieux comprendre les instances démocratiques, de même que ceux qui permettent aux jeunes de penser et de s'exprimer, en développant chez eux un réflexe d'engagement social tout en créant ainsi une société plus inclusive. Aucune autre organisation n'a su avoir le même succès dans ce milieu, et ce, de manière soutenue sur l'ensemble du territoire québécois.

Afin de conserver l'expertise développée au fil des ans, ce projet pilote nommé Citoyenneté jeunesse vise à récupérer des Forums jeunesse les éléments qui avaient le plus haut taux de réussite en mettant l'accent sur des actions concrètes, basées sur la littérature scientifique ainsi que sur l'expérience terrain des quinze dernières années. Il répond aux enjeux de participation citoyenne et culturelle, d'engagement bénévole, d'accès aux lieux décisionnels, de dialogue interculturel et d'écocitoyenneté nommés dans le document de consultation pour la prochaine politique québécoise de la jeunesse. Ce projet s'insère dans une notion de citoyenneté plurielle, car il ne vise pas seulement une clientèle spécifique, mais offre à tout jeune désirant participer activement à sa communauté plusieurs moyens de le faire grâce à un projet qui s'arrime autour de trois axes.

Trois axes : des actions concrètes pour rejoindre un objectif clair

L'objectif principal de Citoyenneté jeunesse est de créer des conditions favorables à la participation citoyenne et démocratique des jeunes de 29 ans et moins de l'ensemble du territoire du Québec.

Le projet se décline sur trois axes qui répondent aux différents besoins des jeunes en matière d'éducation à la citoyenneté et de participation démocratique active:

Axe 1 : Place aux jeunes dans les lieux décisionnels

Axe 2 : Éducation citoyenne et participation électorale

Axe 3 : Relève aux instances démocratiques

Afin de démontrer la pertinence et l'efficacité des actions proposées par axe, nous nous sommes attardés à répondre dans les pages qui suivent aux questions suivantes :

- Quelle est la population visée par cet axe?
- Comment cet axe répond-il aux besoins de la population visée?
- Qu'est-ce que la littérature ou la recherche nous apprend sur ce besoin et les meilleures façons d'y répondre?
- Quelles sont les expériences terrain qui ont donné des résultats positifs desquelles nous pouvons nous inspirer?
- Quelles devraient être les cibles à atteindre pour chacune des actions?

Finalement, les autres sections du document s'attarderont plus spécifiquement au mode de gouvernance, au budget et aux processus d'évaluation suggérés. La section sur la gouvernance permettra notamment de voir comment la philosophie du par et pour les jeunes sera préservée dans le déploiement du projet.

Citoyenneté jeunesse : orientations nationales, ancrage local

Afin que tous puissent bénéficier des orientations proposées, il importe qu'elles soient accessibles sur l'ensemble du territoire et adaptables aux réalités de chaque communauté. L'éloignement des grands centres est un frein à la participation citoyenne, les plates-formes permettant aux jeunes de faire entendre leur voix étant moins nombreuses. Les actions proposées sont donc élaborées pour pouvoir s'insérer dans les institutions qui fonctionnent déjà dans chaque région.

En février dernier, le directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), Robert Laplante, s'inquiétait de l'abolition des CRÉ et des CLD et de l'impact que les coupes auraient pour les régions. À l'époque, l'IREC travaillait notamment à étudier l'impact des Cégeps dans la revitalisation des régions éloignées. Se basant sur le cas de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, les chercheurs avançaient que « la mobilité interrégionale des jeunes est un facteur clé dans l'explication de ce déficit démographique [...] Il existe donc une problématique régionale de rétention des jeunes.¹»

Citoyenneté jeunesse arrive en solution à la problématique citée plus haut. Les initiatives présentées permettent le réseautage entre jeunes citoyens afin qu'ils ressentent un fort sentiment d'appartenance envers leurs communautés et s'engagent pour leur développement. Les jeunes sont des acteurs essentiels à la revitalisation des régions et doivent s'impliquer pour assurer l'avancement des enjeux qui leur tiennent à cœur. Les Forums jeunesse régionaux étaient des modèles d'ancrage régional tel que démontré ici par Gallant et Oberlé (2013). Certaines de ces forces sont reprises pour assurer le succès de Citoyenneté jeunesse :

... « c'est bien parce qu'ils sont insérés dans le tissu régional que les forums jeunesse réussissent à mettre en place des projets dans leur région. Ils connaissent leur milieu et ses différents acteurs, parfois même personnellement. En outre, ils ont une visibilité en tant qu'acteurs régionaux ouverts à collaborer avec d'autres acteurs locaux et régionaux pour monter des projets qui visent la jeunesse de leur territoire. C'est donc un ensemble de points d'ancrage qui façonne le caractère régional des actions des forums jeunesse, mais en particulier leur rôle spécifique dans la société civile organisée de leur région. »²

Ce sont pour ces raisons que le modèle prôné pour Citoyenneté jeunesse **prévoit l'embauche de conseillers experts dans chacune des régions**. Le conseiller devra mettre en place une structure de gouvernance qui répond aux besoins locaux. Les principes de ce modèle sont la flexibilité et la proximité.

¹ Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) (2015), *Le Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine : un actif de premier plan pour l'économie et le développement régional*, Montréal, p.i.

<http://www.irec.net/upload/File/rapportrecherchecegepgaspeavril2015.pdf>

² Nicole Gallant et Céline Oberlé (2013), *Les Forums jeunesse régionaux du Québec. Ancrage local et régional des actions en participation citoyenne des jeunes*, Institut national de la recherche scientifique, page 59.

AXE 1 : PLACE AUX JEUNES DANS LES LIEUX DÉCISIONNELS

Quelle est la population visée par cet axe?

Les jeunes citoyens souhaitent ressentir qu'ils ont un impact sur les modalités et le détail des décisions qui sont prises les concernant. Ils ont besoin d'avoir un pouvoir décisionnel afin de s'impliquer pleinement dans les projets qui leur sont proposés. Ils ont en revanche besoin d'une base d'accompagnement et de formation pour bien jouer leur rôle, et c'est en ce sens que ce sont les jeunes de 18 à 29 ans qui sont ciblés par cet axe.

À quel besoin cet axe répond-il?

Les jeunes sont sous-représentés dans les instances de décisions qui influencent le débat public, que ce soit au niveau public ou privé. Remédier à cette situation, c'est donc à la fois une question de saine gouvernance et une façon d'assurer une relève d'administrateurs compétents. Diversité des points de vues, connaissance du public cible, compétences actualisés, alignement aux enjeux d'époque... il ne s'agit là que de quelques-unes des caractéristiques définissant les jeunes administrateurs. Il importe de leur assurer rapidement une plus grande place dans les lieux décisionnels. Dans son document de consultation sur la prochaine politique jeunesse, le gouvernement cible lui-même la question de l'accès des jeunes aux lieux décisionnels comme un défi qui se pose non seulement à la jeunesse, mais à la société tout entière. Cet axe répond clairement à la volonté du gouvernement du Québec d'accueillir l'apport des jeunes tout en leur offrant une voix qui porte et un pouvoir d'action réel.

Une gouvernance qui contribue à la formation d'administrateurs de la relève

Les forums jeunesse étaient dirigés exclusivement par des administrateurs jeunes. Cette formule ou formation s'alliant à des expériences concrètes doit inspirer le nouveau projet de Citoyenneté jeunesse. L'expérience offerte ici aux jeunes doit leur permettre d'avoir un impact, et d'utiliser cette plateforme comme tremplin vers d'autres milieux.

L'idée est donc d'offrir aux jeunes administrateurs des formations leur permettant d'acquérir des connaissances et compétences en gouvernance. Ensuite, la mise en place de comités de travail leur permettant de participer de façon plus soutenue à définir les orientations en matière de développement régional ou de participation citoyenne servira de première expérience de gouvernance. Les administrateurs seront donc les artisans d'un travail concret effectué dans l'objectif de réaliser des initiatives citoyennes profitant à un territoire donné et ce faisant, ils développeront des compétences faisant d'eux une relève outillée, compétente et prête.

Certains obstacles se présentent manifestement sur la route des jeunes qui souhaitent donner de leur temps ou parfaire leur expertise. Selon la dernière Enquête nationale sur le don et le bénévolat, les jeunes bénévoles n'accomplissent pas le même genre de tâche que les bénévoles plus âgés : «Les personnes plus âgées qui font du bénévolat sont plus susceptibles d'accomplir certains types d'activités. Par exemple, en 2013, 42 % des bénévoles âgés de 55 ans et plus ont siégé à un comité ou à un conseil, comparativement à 34 % des bénévoles âgés de 35 à 54 et à 26 % des bénévoles âgés de 15 à 34 ans³.»

Quant au pourcentage occupé par les jeunes sur les conseils d'administration et dans les autres lieux décisionnels, la situation est peu reluisante : mairies (2,4 %), élus de l'Assemblée nationale (6,5 %), cadres de la fonction publique (1,5 %), conseils des représentants et représentantes de la Fédération des caisses Desjardins (1,7 %)⁴ ne comptent que très peu de jeunes parmi leurs instances décisionnelles.

Enfin, cet état de fait a un impact sur la relève au sein des sociétés d'État. Selon Force jeunesse, seulement 0,07 % des administrateurs des sociétés d'État ont moins de 35 ans⁵.

Cet axe vise donc deux objectifs précis: offrir aux jeunes la capacité d'influencer réellement les décisions qui auront un impact sur eux et assurer leur formation et leur soutien afin qu'ils puissent bien jouer leur rôle d'administrateurs.

Des expériences et des recherches pour appuyer une action efficace

Une sous-représentation à corriger

Comment expliquer la sous-représentation des jeunes dans les lieux décisionnels en général? Notons d'abord la perception chez les dirigeants que les jeunes n'ont pas les compétences ou connaissances nécessaires pour occuper des postes décisionnels ou stratégiques dans l'organisation.

³ Statistique Canada, *Le bénévolat et les dons de bienfaisance au Canada*, 2015. Sur Internet : <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150130/dq150130b-fra.htm>

⁴ Conseil du statut de la femme (CSF) et Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ), *Présence des femmes et des jeunes de 35 ans et moins dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux*, 2014.

⁵ Force jeunesse, *Renouvellement de la politique québécoise de la jeunesse*, 2015. Sur Internet : <http://forcejeunesse.qc.ca/renouvellement-de-la-politique-quebecoise-sur-la>.

Cette impression peut être partagée par les jeunes eux-mêmes, intimidés par l'expérience de ceux qui siègent actuellement dans ces lieux et mal informés sur la nature des responsabilités. Or, selon le Conseil canadien pour la diversité administrative, créer des conseils d'administration plus hétérogènes (femmes, jeunes, communautés culturelles, profils variés) est gage d'une meilleure efficacité et d'une meilleure gestion.

En préparant une relève pour le rôle clé et stratégique qui est celui d'administrer une société, nous nous assurons la pérennité des organisations par la présence de jeunes qualifiés, compétents et surtout intéressés par le défi qui assureront une saine gestion dans les années à venir.

Des programmes de formation éprouvés

Des projets probants ont été démarrés par les Forum jeunesse régionaux pour stimuler la relève d'administrateurs, et ceux-ci méritent d'être poursuivis dans le cadre de Citoyenneté jeunesse :

- Programmes de jumelage entre organismes et jeunes
- Activités de partage intergénérationnel pour favoriser le dialogue et le transfert de connaissances
- Formations développées par le milieu universitaire, offertes aux 29 ans et moins sur les principes de base de la gouvernance d'organisation
- Partenariats avec des institutions publiques et parapubliques pour la création de postes jeunes accompagnés et formés sur les conseils d'administration

Par les formations et les ateliers, nous souhaitons non seulement contribuer à intégrer des jeunes au sein d'instances décisionnelles, mais surtout les former et les sensibiliser aux enjeux dont ils doivent être porteurs (ex. : équité intergénérationnelle, relations interpersonnelles harmonieuses et égalitaires, etc.). Par ces actions, nous visons à favoriser le développement du Québec par et pour les jeunes et ainsi accroître la participation citoyenne dans toutes les sphères de la société.

Chaque année, 300 jeunes développeront, grâce à Citoyenneté jeunesse, les compétences et les intérêts pour siéger comme dirigeants d'organismes.

Un congrès de formation : une expérience concluante

Les jeunes administrateurs bénévoles ressentent le besoin d'élargir leurs compétences et leurs perspectives. Un congrès de formation est donc nécessaire pour compléter l'offre de formation au niveau national.

En 2014, un grand congrès a réuni de jeunes administrateurs de toutes les régions du Québec. Dans l'évaluation de ce congrès réalisé auprès des participants, 88% des répondants ont confirmé la pertinence de ce type d'événement, à refaire chaque année ou aux deux ans. Les participants soulignent également que l'événement leur a permis de développer des connaissances et des compétences en lien avec leur mandat d'administrateur, mais aussi de mieux connaître les réalités des autres régions, ce qui rejoint par ailleurs la volonté gouvernementale de favoriser la mobilité interrégionale.

Ce type d'événement permet aussi une certaine émulation : en constatant les pratiques gagnantes sur d'autres conseils d'administration, on peut ramener dans sa région les meilleures innovations et avoir des arguments pour les implanter.

Des jeunes qui participent à la création des politiques publiques

Au cours des dernières années, les forums jeunesse ont permis la participation de jeunes à de nombreuses consultations gouvernementales : immigration, environnement, égalité, loi électorale, etc. Pas moins de sept avis, mémoires ou autres contributions nationales prenant en compte les réalités régionales ont été produits dans la dernière année par la TCFJRQ et les forums jeunesse.

Cette co-construction des politiques publiques avec les jeunes est au cœur des préoccupations de plusieurs démocraties modernes, et il importe que le Québec demeure à l'avant-garde en la matière. Les administrateurs formés dans le cadre de

Congrès de formation

Le congrès serait déployé au mois de novembre dans la région de Québec. La programmation serait composée d'ateliers et de moments de convergence avec des invités de marque (conférenciers, personnalités politiques et autres). Ceux-ci seraient choisis principalement à l'intérieur des structures de l'État, d'anciens présidents de commissions gouvernementales ou d'anciens parlementaires, l'objectif principal étant de valoriser l'expertise étatique et des organismes parapublics et de limiter les coûts traditionnellement associés à des conférenciers invités.

Citoyenneté jeunesse seront à même de devenir des partenaires du gouvernement pour l'intégration des préoccupations des jeunes aux orientations publiques.

L'avenir de la jeunesse est le moteur du développement de tous les pays. En favorisant le dialogue avec les jeunes québécois et québécoises, on leur permet de développer leurs compétences citoyennes et leur confiance en l'avenir et en leurs décideurs et ainsi d'influencer les décisions visant le développement du Québec.

Actions prévues et objectifs de l'Axe 1

L'Axe 1 vise à faire des jeunes de tous les territoires des citoyens actifs et informés afin qu'ils soient des parties prenantes des décisions qui ont un impact sur leur communauté et leur avenir.

Les objectifs principaux des actions mises en place sont les suivants :

- Assurer une plus grande présence de jeunes au sein des lieux décisionnels et consultatifs
- Augmenter le bassin de jeunes administrateurs disponibles et formés pour siéger sur des conseils d'administration
- Favoriser la création d'un réseau interrégional chez les administrateurs de la relève
- Assurer le maintien du dialogue intergénérationnel pour le développement des communautés
- Exercer un rôle-conseil auprès du gouvernement en matière de jeunesse; Impliquer les jeunes dans la co-construction des politiques publiques

Les objectifs de l'Axe 1 sont en lien direct avec la future politique jeunesse, notamment pour l'attention apportée aux objectifs d'intégration des jeunes dans les lieux décisionnels inclus dans l'Axe 4 du document de consultation.

Objectifs	Actions	Impact
Assurer une plus grande présence de jeunes au sein des lieux décisionnels et consultatifs	Partenariats avec les organisations locales pour la création de sièges réservés aux jeunes Campagne de valorisation de l'apport de la jeunesse auprès des décideurs	-Réalisation de sondages régionaux sur la présence des jeunes sur les CA d'organismes et sur les besoins des organismes en matière d'intégration des jeunes -Accompagnement de 5 organismes par région -Création de portraits de jeunes administrateurs accomplis
Augmenter le bassin de jeunes administrateurs disponibles et formés pour siéger à des conseils d'administration	Offrir des formations, développées en partenariat avec le milieu universitaire, pour les jeunes intéressés à siéger à des conseils d'administration Organiser deux activités de partage d'expérience par année sur la gouvernance Offrir des formations virtuelles pour l'ensemble du réseau sur des thématiques de gouvernance	-Formation de 15 jeunes de 29 ans et moins par région -Implication de 3 organisations par région dans les activités de partage - Organisation de 2 formations virtuelles
Favoriser la création d'un réseau interrégional chez les administrateurs de la relève.	Tenir, une fois par année, un événement national d'échange et de formation pour les jeunes administrateurs	-Participation de 100 jeunes à l'événement -Implication de 3 organisations à l'événement -Partage des apprentissages via les plateformes web à 100 jeunes supplémentaires
Assurer le maintien du dialogue intergénérationnel pour le développement des communautés	Impliquer plusieurs générations dans les activités de partage avec les organisations régionales	-Organisation de deux activités de partage par année
Exercer un rôle-conseil auprès du gouvernement en matière de jeunesse; Impliquer les jeunes dans la co-construction des politiques publiques	Participer à des consultations gouvernementales et exercer un rôle-conseil auprès du gouvernement	-Participer à deux consultations gouvernementales -Implication de 10 jeunes/région dans les réflexions

AXE 2 : ÉDUCATION CITOYENNE ET PARTICIPATION ÉLECTORALE

Quelle est la population visée par cet axe?

Il n'est jamais trop tôt pour commencer l'éducation citoyenne des jeunes qui sont les artisans de notre société de demain. Cet axe vise donc la population âgée de 15 à 29 ans, soit tous ceux qui sont ciblés dans le cadre du renouvellement de la politique québécoise de la jeunesse.

À quel besoin cet axe répond-il?

Le taux de participation électorale des jeunes a connu un déclin soutenu pendant les trente dernières années. L'élection fédérale de 2008 sonne l'alarme, alors que le taux de participation atteint un creux record avec 37,4 % pour les 18-24 ans et 48 % pour les 25-34 ans. Au Québec, la situation est légèrement meilleure puisque le taux de participation chez les jeunes âgés de 18 et 24 ans se situait à 46,8 %⁶.

Si les gens de cinquante ans et plus sont nombreux à se présenter aux urnes, c'est entre autres parce qu'ils en ont pris l'habitude étant jeunes. Il est démontré que si une personne ne vote pas dès la première ou la deuxième fois qu'elle en a le droit, elle ne votera pas plus en avançant en âge. En bas d'un certain seuil de participation, les citoyens, jeunes et moins jeunes, pourraient en arriver à remettre éventuellement en question la légitimité des gouvernements. Cette situation ne serait certainement pas de nature à favoriser la contribution des jeunes au développement du Québec et la préservation d'une structure sociale harmonieuse et équitable, comme l'évoque l'orientation 2 de la prochaine politique jeunesse⁷.

⁶ Élections Canada, « Estimation du taux de participation par groupe d'âge à l'élection générale fédérale de 2008 ». Sur Internet : http://www.elections.ca/res/rec/part/estim/estimation40_f.pdf (page consultée le 25 avril 2011).

⁷ Secrétariat à la jeunesse, (2015) *Renouvellement de la politique québécoise de la jeunesse – Document de consultation*. Sur Internet : <http://www.saj.gouv.qc.ca/consultations-jeunesse/politique-jeunesse.asp>.

TAUX DE PARTICIPATION DES JEUNES QUÉBÉCOIS AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES ET AUX ÉLECTIONS PROVINCIALES

ÂGE	FÉD 2006	PROV 2007	FÉD 2008	PROV 2008	FÉD 2011	PROV 2012	PROV 2014
Tous âges confondus	64,1	69,9	61,3	57,1	63,5	74,6	71,44
18-24 ans Québec	50,2	54,5	46,8	36,2	45,5	62,1	55,7
25-35 ans Québec	57,0	60,9	53,5	41,8	56,5	66,4	60,4
18-24 ans Canada	43,8		37,4		38,8		
25-35 ans Canada	49,8		48		45,1		

Selon Blais et Loewen (2011), deux types de facteurs pourraient déterminer le vote des jeunes, soit les facteurs sociodémographiques et les facteurs motivationnels ou encore liés à l'engagement politique⁸. Tandis que les premiers nous informent sur des caractéristiques des jeunes votants par rapport aux non-votants, par exemple le revenu familial et le niveau de scolarité, le deuxième type de facteurs nous informe sur des caractéristiques acquises des jeunes votants. Ce dernier type apporte donc davantage de pistes d'actions pour améliorer la situation. Notons que les facteurs les plus déterminants du taux de vote sont l'intérêt et l'information.

Les plateformes d'éducation à la citoyenneté sont rares et le milieu scolaire peine à prendre en charge ce volet de manière concrète. Le volet d'éducation à la citoyenneté a été retiré l'automne dernier du programme d'histoire de quatrième secondaire, ce qui diminue le rôle de l'école en matière d'éducation citoyenne. Moins de 5 % des jeunes sont touchés par des plateformes comme les parlements au secondaire ou encore les conseils d'élèves⁹. Rappelons que le programme *Électeurs en herbe*, dont le financement a été retiré, rejoignait plus de 70 000 jeunes à chaque élection et avait un fort potentiel de croissance.

⁸ André Blais et Peter Loewen, «Participation électorale des jeunes au Canada», Élections Canada, janvier 2011, p. 7-13.

⁹ Exemple pour une école secondaire de 1000 élèves, répartis en classes de 28 élèves : il y aurait 36 classes déléguant chacune un représentant, pour un pourcentage de 3,6% des élèves touchés.

Et si la clé était l'éducation à la citoyenneté?

Nous l'avons remarqué dans les différents écrits : le principal facteur qui conditionne le vote des jeunes est l'intérêt pour les enjeux électoraux et la politique en général. Les efforts effectués pour stimuler cet intérêt, augmenter les connaissances sur la politique et favoriser l'engagement citoyen des jeunes à l'année longue seraient en mesure de contribuer à améliorer le taux de participation électorale des jeunes.

Les forums jeunesse ont créé et accompagné pendant plusieurs années le programme *Électeurs en herbe*, une simulation électorale déployée lors des élections municipales, provinciales et fédérales. Lors des simulations fédérales, un partenariat s'est mis en place avec l'organisation CIVIX, un organisme canadien non partisan dont le mandat consiste à développer les capacités et l'engagement des jeunes Canadiens afin qu'ils participent activement à la vie démocratique. Ces simulations sont déjà bien implantées et ont un succès reconnu. Les jeunes qui ont participé ont augmenté leurs connaissances sur la politique et ont affirmés avoir l'intention de voter¹⁰ lorsque ce sera possible.

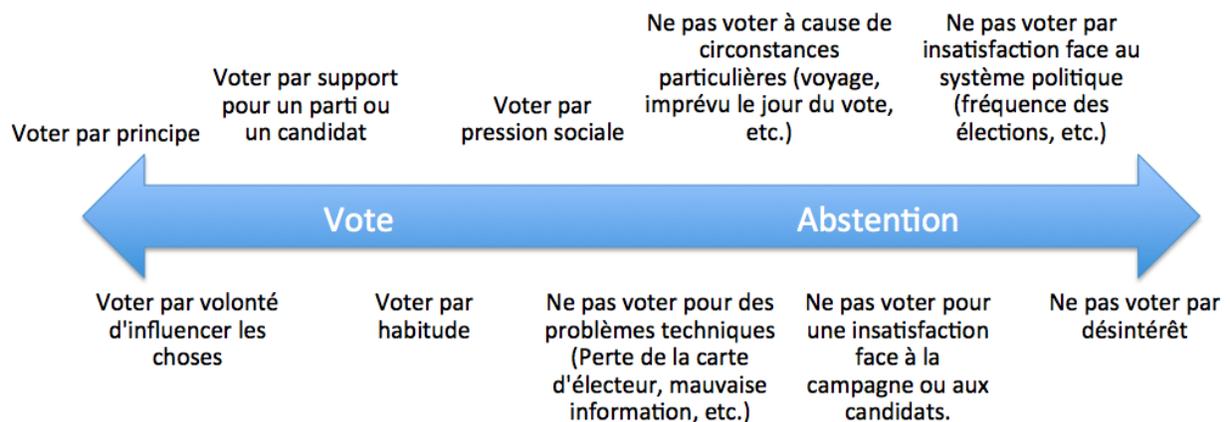
Il est donc proposé, dans le cadre de Citoyenneté jeunesse, de bonifier ces simulations avec des ateliers qui seront réalisées dans les classes entre les élections afin de maintenir l'intérêt pour la politique entre les rendez-vous électoraux. Ce matériel, qui existe déjà mais qui n'a jamais été diffusé, est adapté au programme de formation québécois, tout comme les outils utilisés en période électorale. L'impact de ces ateliers sera de développer des connaissances sur le système démocratique et les enjeux de leur communauté. Le message transmis sera d'encourager le bénévolat et le volontariat et toute autre forme d'engagement citoyen entre les élections.

Une intervention ancrée dans la littérature scientifique

S'inspirant des études faites sur les comportements électoraux des Québécois et Canadiens, les forums jeunesse ont tenté lors des cinq dernières élections de dépasser la simple intuition et de planifier des campagnes pro-vote basées sur la théorie. Nous verrons comment trois concepts-clés de la littérature ont pu déterminer les choix et les orientations d'actions concrètes lors de trois élections différentes en plus des principes d'action qui en sont ressortis.

¹⁰ Elevate Consulting, *Évaluation du programme Vote étudiant*, Rapport commandé par Élections Canada, 2011. Sur Internet : http://inspirerlademocratie-inspiredemocracy.ca/rsch/ce/svp/svp_f.pdf.

Premièrement, la notion d’ancrage du vote (Gélineau, 2009) aura permis d’établir des cibles qualitatives lors de la mobilisation afin d’identifier les « cibles payantes ». En effet, l’équipe de terrain des forums jeunesse est répartie sur le territoire et ses intervenants sont en mesure de sillonner leurs régions respectives et d’identifier les lieux où les jeunes évoluent, leurs besoins, leurs contraintes, etc., et savent comment les rejoindre. Toutefois, dans l’intervalle limité qu’offre une campagne électorale, il est important d’établir des cibles réalistes d’intervention, c’est-à-dire des jeunes qui sont relativement peu « éloignés » de la politique et qui pourraient, par un simple rappel du où, quand et comment voter, être à même de le faire. Il ne faut tout de même pas oublier ou écarter les jeunes plus « éloignés », mais il apparaît souvent qu’un travail systématique en éducation à la citoyenneté, donc de longue haleine entre les élections, a davantage de chance de rejoindre la cible dans leur cas.



Une combinaison d’éducation à la citoyenneté hors période électorale et de mobilisation en période électorale est donc susceptible d’atteindre tous les jeunes du spectre, peu importe où ils se situent dans l’axe d’ancrage du vote.

Deuxièmement, le clivage rural urbain exploré dans plusieurs études (Gélineau, 2009, 2012; Blais et Lowen, 2011) a fait apparaître qu’une attention particulière doit être portée sur les jeunes des milieux ruraux,

Des disparités régionales qui appellent des actions différenciées partout sur le territoire

En 2014, le taux de vote chez les 18-24 ans était pratiquement deux fois moins élevé chez les jeunes de l’Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec que chez les jeunes de Laval ou Montréal.

Si les explications de ces disparités restent à documenter, nous constatons tout de même que la participation aux simulations électorales est aussi en général plus faible dans ces régions. Il importe d’être capable d’agir sur le terrain afin de créer un intérêt politique et d’aider à lever les obstacles au vote, de manière à rééquilibrer positivement le taux de représentation des jeunes aux urnes.

dont les taux de participation sont encore plus faibles que dans les centres urbains. C'est ce qu'a confirmé une étude récente de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval, qui montrait que le taux de participation des jeunes dans les régions périphériques pouvait être près de deux fois moins élevé que celui de certaines zones urbaines. Il semble donc primordial que de l'énergie soit investie afin de rejoindre les jeunes des régions les plus éloignées et de les informer le plus adéquatement possible sur les paramètres du vote. Nous croyons qu'une intervention régionale est essentielle pour avoir une connaissance adéquate des réalités du territoire et ainsi être en mesure de bien rejoindre les jeunes concernés.

Actions prévues et objectifs de l'Axe 2

Éducation citoyenne et participation électorale, un projet qui répond aux besoins

Se basant sur les apprentissages faits lors de l'application du programme *Électeurs en herbe* et autres initiatives en période électorale, l'Axe 2 du projet pilote en citoyenneté jeunesse répond aux différents besoins en matière de d'éducation citoyenne.

Il s'agit d'un travail de terrain qui sera effectué par le conseiller expert en citoyenneté jeunesse lui-même, avec l'appui des différentes organisations jeunesse. En ciblant les écoles secondaires, les cégeps, les universités, les carrefours jeunesse-emploi et les maisons des jeunes, la collaboration entre les différents intervenants jouera un rôle clé dans la réussite de ce programme.

Le conseiller et les jeunes impliqués localement auront d'abord à connaître la réalité de leur territoire et les besoins de leur clientèle afin d'adapter leurs interventions. Qu'on parle de simulations électorales ou de formations, l'éducation à la citoyenneté sera au cœur des activités proposées aux différentes clientèles. Sous forme d'activités parascolaires, d'événements rassembleurs ou d'ateliers participatifs sur les différents thèmes touchant le rôle d'un citoyen, chaque action visera à ce que les jeunes se sentent investis dans les valeurs citoyennes. L'objectif de chacune des interventions sera de créer chez les jeunes participants une compréhension de

L'Axe 2 de Citoyenneté jeunesse répond à plusieurs objectifs de la future politique jeunesse. Les compétences développées lors de ces activités permettent aux jeunes de devenir des citoyens responsables et de stimuler par le fait même la participation citoyenne, l'engagement bénévole et la participation à la vie culturelle.

Nos actions auront aussi un effet bénéfique sur les liens intergénérationnels en incitant les jeunes à parler de politique avec leurs parents, effet confirmé dans l'évaluation du programme canadien *Vote étudiant*.

l'impact qu'ils peuvent avoir comme citoyens. Il est démontré que lorsqu'un jeune participe à sa communauté, il a plus de chance de voter aux élections. Les formations portent donc à la fois sur les institutions qui nous gouvernent et sur les enjeux qui leur tiennent à cœur, et sur la façon dont ils peuvent s'impliquer dans leurs communautés et en devenir des contributeurs actifs. Cette approche permet de cimenter leur engagement social et ainsi d'avoir un impact à plus long terme sur le comportement des jeunes participants.

L'état de la situation concernant le vote des jeunes démontre qu'il y a urgence d'agir afin de développer chez les jeunes un intérêt face à la politique et la démocratie. Citoyenneté jeunesse offre aux experts en participation citoyenne à travers la province des outils et des moyens pour répondre aux besoins et aux attentes des jeunes de leur territoire. Des balises claires seront établies avec les différents conseillers, mais il y aura place à la créativité afin d'éduquer les jeunes du Québec par rapport à leur rôle de citoyens actifs.

Objectifs des actions prévues :

- Intéresser les jeunes à l'actualité et à la politique
- Augmenter le sentiment de compétence des jeunes par rapport à la politique
- Démystifier le processus lié au vote
- Augmenter l'impression chez les jeunes que voter est un devoir
- Lier la participation citoyenne et l'engagement bénévole au rôle de citoyen

Objectifs	Actions	Impact
Intéresser les jeunes à l'actualité et à la politique Augmenter le sentiment de compétence des jeunes par rapport à la politique	Hors période électorale : Développer des partenariats stratégiques avec les commissions scolaires, les maisons de jeunes, les Carrefour jeunesse emploi et autre organisation jeunesse susceptible de rejoindre une masse critique de jeunes de 29 ans et moins Animer des activités participatives chez ces partenaires pour intéresser les jeunes à la politique et à l'engagement citoyen	-Offrir 10 formations à des groupes de jeunes composés de 10 personnes ou plus par région, par année: Environ 2000 jeunes formés au Québec -Offrir trois formations pour intervenants et professeurs sur l'éducation citoyenne par année par région: Environ 300 intervenants formés au Québec

	Effectuer une évaluation auprès des jeunes touchés après la formation pour connaître l'impact et améliorer le contenu	-Augmentation du nombre de jeunes qui font du bénévolat dans leur communauté -Augmentation de la compétence politique chez les jeunes et leurs intervenants
Démystifier le processus lié au vote Augmenter l'impression chez les jeunes que voter est un devoir.	En période électorale : Appuyer le DGEQ et autres partenaires pour la réalisation de simulation de votes Développer des partenaires avec les associations étudiantes locales pour faire des campagnes de sortie de vote sur les campus des cégeps et des universités Offrir des ateliers sur les institutions démocratiques et le poids du vote	-Inscription de 80 000 élèves québécois à la prochaine simulation électorale -Développer une campagne de mobilisation qui cible directement les jeunes des cégeps et des universités -Offrir 5 ateliers par région à des groupes de 10 jeunes ou plus : minimum de 950 jeunes formés
Lier la participation citoyenne et l'engagement bénévole au rôle de citoyen	Intégrer dans les formations d'éducation citoyenne une composante pour encourager la participation citoyenne et l'engagement bénévole	-Environ 2000 jeunes sensibilisés à leur potentiel impact comme citoyens

AXE 3 : RELÈVE AUX INSTANCES DÉMOCRATIQUES

Quelle est la population visée par cet axe?

Les jeunes de 18 à 29 ont les idées et le dynamisme nécessaires pour constituer une relève politique. Il ne leur manque que la confiance et les connaissances pour faire le saut, et c'est à ces éléments que cet axe répond.

À quel besoin cet axe répond-il?

Pour être dynamique, vivante, démocratique et inclusive, toute communauté doit compter sur des citoyens actifs qui s'épanouissent individuellement et qui s'impliquent dans des actions collectives. De plus, une représentation diversifiée de la population au sein des instances démocratiques favorise la prise en compte des préoccupations de l'ensemble des acteurs qui la composent. C'est par l'expression des idées, par les débats et par la recherche de compromis et de solutions partagées que la démocratie prend tout son sens.

Nous l'avons mentionné dans une section précédente, les jeunes sont peu présents au sein de plusieurs lieux décisionnels et consultatifs des organismes de développement des communautés. Dans certains cas, ils sont également complètement absents des structures régionales, alors qu'ils sont très impliqués au sein d'autres instances, notamment les Conseils régionaux de l'environnement (19% des administrateurs) et les Conseils régionaux de la culture (21,4%).¹¹ Cette réalité soulève différents enjeux, notamment la pérennité des institutions publiques, et l'intérêt marqué de la jeunesse pour l'écocitoyenneté et la culture.

Comment réconcilier les intérêts identifiés des jeunes (culture, environnement, etc.) avec l'implication en politique? Il s'agit d'un défi auquel Citoyenneté jeunesse souhaite travailler activement. Dans un premier temps, il semble incontournable de prendre acte de la situation et des causes de la faible implication des jeunes en politique. Par la suite, Citoyenneté jeunesse propose des actions concrètes pour contribuer à accroître la participation dans ce domaine, une expertise centrale que l'organisme souhaite développer.

¹¹ Conseil du statut de la femme (CSF) et Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ), *Présence des femmes et des jeunes de 35 ans et moins dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux*, février 2008 (mise à jour le 13 mai 2008); et CSF et TCFJRQ, *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs*, février 2010.

Des expériences et des recherches pour appuyer une action efficace

Un problème de relèxe politique

De moins en moins de jeunes se reconnaissent dans le système politique actuel. Ainsi, l'adhésion aux partis politiques est moins marquée, ce qui dénote un éloignement et un manque de confiance envers les institutions politiques.¹²

Une vaste majorité préfère exprimer sa citoyenneté par d'autres voies, principalement via des groupes de la société civile. À ce sujet, on observe dans les dernières années une hausse de l'engagement citoyen des jeunes entre 15 et 24 ans, alors que la proportion d'entre eux qui fait du bénévolat est passée de 44,8 % à 54,4 % entre 2004 et 2010.

Participation des jeunes dans divers lieux décisionnels et consultatifs (%)

	2009	2014
Mairies	2,2%	2,4%
Conseils municipaux	12,1%	10,6%
Préfets	0,0%	0,0%
Conseils de la culture	23,5%	21,4%
Conseils régionaux de l'environnement	21,6%	19,0%

Références

Conseil du statut de la femme (CSF) et Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ), *Présence des femmes et des jeunes de 35 ans et moins dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux*, février 2008 (mis à jour le 13 mai 2008)
CSF et TCFJRQ, *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs*, février 2010.

Les municipalités ont aussi un enjeu de relèxe politique avec des conseils municipaux vieillissants et une difficulté à attirer des jeunes. Pourtant, la participation des jeunes contribue à ce que le système politique évolue positivement et de manière cohérente avec leurs attentes et aspirations.

Comme l'expose clairement le tableau ci-dessus ainsi que l'information concernant l'implication citoyenne, les jeunes semblent plus attirés par différents organismes de la société civile.

D'un commun accord avec les acteurs du milieu, des actions doivent être mises en place pour intéresser la jeunesse à s'impliquer davantage afin de former la relèxe politique, à tous les paliers. Il s'agit d'une belle occasion de collaboration intergénérationnelle pour arriver à l'atteinte d'objectifs communs. La tendance à ce sujet est d'ailleurs encourageante.

¹² Brenda O'Neill, "Indifferent or Just Different? The Political and Civic Engagement of Young People in Canada; Chartering the Course for Youth Civic and Political Participation", 2007. Sur Internet : http://www.cprn.org/documents/48504_EN.pdf.

Cibler les municipalités : une question d'avenir

Plusieurs municipalités sont intéressées à se doter de plateformes jeunesse afin d'améliorer la rétention de leur relève et d'attirer de jeunes familles et de jeunes entrepreneurs, mais ne savent pas toujours à quelle porte frapper afin d'obtenir de l'aide. Quelques initiatives sont également mises de l'avant par des organismes provinciaux, régionaux et locaux pour contribuer à réaliser cet objectif et à stimuler l'implication des jeunes en politique municipale.

La Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ont développé des partenariats intéressants avec des jeunes au cours des dernières années.

À titre d'exemple, le projet « Jeunes et relève municipale » développé par la TCFJRQ et la FQM, vise la participation de jeunes de 18 à 35 ans au Congrès annuel de la FQM. On souhaite alors qu'ils puissent créer des contacts, bénéficier de l'expérience d'élus municipaux et approfondir leurs connaissances des enjeux liés aux municipalités, tout ça dans le but de favoriser l'occupation dynamique du territoire et favoriser le sentiment d'appartenance des jeunes à leur milieu de vie et aux enjeux les concernant.

L'UMQ souhaite également favoriser la participation citoyenne des jeunes et encourager la relève en politique municipale. Par le biais de sa Commission jeunes élus et élues, elle offre un soutien aux jeunes élus municipaux (ex. : amélioration des relations intergénérationnelles au sein des conseils municipaux), sensibilise les conseils municipaux aux questions touchant la jeunesse et recueille le point de vue des jeunes élus municipaux en matière de démocratie et dans certains autres dossiers politiques¹³.

La Commission jeunesse de la ville de Gatineau¹⁴ est un autre exemple d'initiative inspirante à ce sujet. Elle représente aujourd'hui près de 15 000 jeunes de 12 à 17 ans, et contribue à leur mobilisation en leur permettant de mettre de l'avant des enjeux qui leur tiennent à cœur.

Il s'agit d'un modèle intéressant de collaboration intergénérationnelle que l'on retrouve dans quelques municipalités du Québec, comme Beloeil et Mont-Saint-Hilaire. De telles

¹³ <http://www.umq.qc.ca/grands-dossiers/jeunes-elus-et-elues/>

¹⁴ « La Commission jeunesse se compose de 26 sièges pour des représentants des écoles secondaires, résidents de la Ville de Gatineau et de trois élus municipaux. » Commission jeunesse Gatineau (2015). Sur Internet : <http://cjpgatineau.ca/> (page consultée le 25 août 2015).

initiatives gagneraient à être diffusées et reprises par d'autres municipalités, car elles contribuent à développer un intérêt des jeunes pour la politique municipale en leur fournissant un levier d'action concret. Les implications au sein des Conseils jeunesse attirent ainsi la relève municipale.

Le projet Citoyenneté jeunesse souhaite contribuer à sa manière à ce que ces initiatives mènent à des résultats concrets, et que les jeunes mobilisés poursuivent leur implication en politique tout en agissant en tant qu'agents multiplicateurs dans leur milieu.

Actions prévues et objectifs de l'axe 3

Appui à la mise en place de conseils municipaux jeunesse

Nous avons établi plus tôt que plusieurs municipalités composent avec des conseils municipaux vieillissants. Afin d'inviter les jeunes à investir ces instances, Citoyenneté jeunesse propose d'appuyer la création de conseils municipaux jeunesse, de concert avec les élus locaux, pour offrir une expérience de démocratie concrète et utile aux jeunes.

Notre travail consisterait à accompagner des municipalités souhaitant faire l'expérience de ce projet dans la création de lieux dont les objectifs seraient :

- D'initier les jeunes à la politique active et d'encourager la participation citoyenne;
- De développer le sentiment d'utilité et d'appartenance des jeunes à leur communauté;
- De proposer un lieu d'échange et d'influence entre les jeunes et les acteurs décisionnels.

Les conseils municipaux jeunesse seraient mis en place sur une base volontaire au sein des municipalités intéressées à renverser la tendance lourde de désengagement des jeunes.

Afin de répondre aux besoins de différentes municipalités qui ne sont pas toutes prêtes à tenter les mêmes expériences ou investir les mêmes ressources, les modèles suivants seraient offerts :



En s'inspirant de projets ayant fait leurs preuves, Citoyenneté jeunesse pourrait aider les municipalités à aménager des lieux qui tiennent compte des préoccupations des jeunes citoyens âgés de 12 à 29 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent, ou qui concernent leur municipalité.

Ces projets pilotes s'implanteraient tant dans les municipalités rurales qu'urbaines du Québec et leur modèle serait développé de façon distinctive, en prenant en considération les enjeux locaux ciblés par les élus municipaux et les préoccupations des jeunes sur le territoire.

Finalement, lorsque plusieurs projets pilotes auront connu au moins une année d'essai, Citoyenneté jeunesse se proposera pour organiser un grand rendez-vous des conseils municipaux jeunesse afin de mettre les jeunes en relation, de faire le bilan de l'expérience pilote et de préparer une nouvelle phase de déploiement. Ce rendez-vous serait aussi l'occasion pour le gouvernement du Québec et le Secrétariat à la jeunesse de consulter et de délibérer avec les jeunes afin de réaliser un état des préoccupations des jeunes par rapport au développement du Québec et de ses territoires tout en encourageant une mobilité régionale. Si l'événement connaît le succès espéré, il pourrait être répété chaque année et représenter un rendez-vous des jeunes et de la politique municipale conjointement avec l'UMQ ou la FQM.

Ce partage d'expérience et de ressources favorisera aussi l'utilisation optimale des fonds publics, notamment en évitant que les municipalités investissent chacune de leur côté des fonds pour créer le même genre d'outils ou tenir de manière isolée les mêmes réflexions.

Créer une relève municipale : projet Jeunes et relève municipale

Citoyenneté jeunesse souhaiterait, dans une perspective de déploiement d'activités et de formations concrètes destinées aux 18-35 ans, bonifier et poursuivre le déploiement du projet « Jeunes et relève municipale » exposé un peu plus haut. S'inspirant du nouveau mode de gouvernance territoriale, ce projet permettrait :

- À des jeunes d'approfondir leur connaissance des enjeux municipaux et les initier les jeunes à la politique active;
- Développer le sentiment d'utilité et d'appartenance des jeunes à leur communauté
- Proposer un lieu d'échange et d'influence entre les jeunes et les acteurs municipaux;
- Aux élus de bénéficier, par des activités conjointes, d'un regard neuf sur ces mêmes enjeux;
- À des jeunes intéressés par la politique municipale de discuter entre eux des enjeux jeunesse liés à la fonction d'élu;
- Favoriser un dialogue intergénérationnel.¹⁵

Lors des années précédentes, dans le cadre du projet, la TCFJRQ facilitait le parrainage entre un élu municipal et un jeune intéressé par la politique municipale de sa région. Pendant la durée du Congrès de la FQM, le jeune parrainé avait l'occasion d'en apprendre davantage sur le rôle d'élu municipal et de participer à certaines rencontres officielles de l'événement.

Après trois ans d'expérimentation, la FQM et la TCFJRQ effectuent un bilan positif de cette collaboration et Citoyenneté jeunesse croit qu'il y a lieu de poursuivre le recrutement de jeunes partout au Québec pour leur offrir une expérience concrète de démocratie municipale. Pour ce faire, nous proposons de créer des alliances avec les organisations locales, les associations étudiantes et les cégeps afin de faciliter le recrutement de jeunes. Les frais de participation pourraient être partagés entre la FQM, les municipalités participantes et le Secrétariat à la jeunesse.

Les deux projets de l'Axe 3 répondent bien aux besoins identifiés par la politique jeunesse, notamment la participation des jeunes aux lieux décisionnels, l'engagement bénévole des jeunes comme élément formateur dans leur parcours et ils constituent des actions concrètes pour amorcer et favoriser un dialogue intergénérationnel.

¹⁵ TCFJRQ en collaboration avec la FQM (2011), *Jeunes et relève municipale : cahier d'accompagnement au projet de jumelage dans le cadre du congrès annuel de la FQM*, 31 mai 2011, p. 2.

Les projets identifiés visent aussi un objectif d'augmentation de la représentativité des jeunes en politique, qui figure parmi les solutions indispensables à la viabilité de nos institutions démocratiques et à la cohésion sociale¹⁶. De cette façon, on encourage l'entraide entre les générations et une relève au sein des instances démocratiques à l'échelle locale.

Objectifs	Actions	Impacts
Initier les jeunes à la politique active	Offrir des services aux municipalités pour les accompagner dans la création de conseils municipaux jeunesse pour les jeunes de 12-17 ans ou pour les jeunes de 18-30 ans.	- Mise en place d'un (1) conseil jeunesse par région impliquant un minimum de 15 jeunes
Développer le sentiment d'utilité et d'appartenance des jeunes à leur communauté	Créer une campagne de mobilisation pour encourager la participation de jeunes de milieux différents	-Réalisation d'une activité de jumelage entre des jeunes et des élus locaux par année, par région
Proposer un lieu d'échange et d'influence entre les jeunes et les acteurs municipaux	Accompagner les conseils jeunesse pour que leur présence soit utile aux élus municipaux	-Augmentation du nombre de candidats jeunesse aux élections municipales
Permettre à des jeunes intéressés par une carrière politique de se créer des contacts, de bénéficier de l'expérience d'élus	Poursuivre le programme de sensibilisation et formation <i>Jeunes et relève municipale</i> pour les jeunes	- Participation de 15 à 20 jeunes au programme
Permettre à des jeunes d'approfondir leur connaissance des enjeux municipaux		

¹⁶ Antoni Daigle et Andrée-Anne Tremblay, avec la collaboration de Guillaume Poirier, *Si jeunesse pouvait...* Décembre 2011 – Janvier 2012, p. 10.

UN MODE DE GOUVERNANCE PAR LES JEUNES

Le projet Citoyenneté jeunesse se déclinera en deux paliers ayant chacun leurs rôles et responsabilités spécifiques.

Une équipe et un conseil d'administration national pour assurer le développement et la coordination

Dans un premier lieu, une équipe nationale sera chapeauté par un conseil d'administration composé de jeunes délégués venant de partout à travers le Québec pour assurer le développement et la coordination de cet organisme à but non lucratif. Deux ressources seront embauchées à temps plein pour assurer la mise en œuvre rapide du projet, en plus de permettre au gouvernement de profiter de l'expertise d'un organisme ayant démontré sa rigueur auprès de ce dernier à plusieurs reprises au cours des dernières années. Le rôle du palier national sera d'assurer l'atteinte des résultats de chaque axe du projet, tout en ayant une vision stratégique de l'ensemble du projet pour permettre d'intégrer localement des éléments d'innovation.

Chaque délégué du conseil d'administration sera élu pour sa capacité à représenter un conseil local et pour ses compétences afin de bien mener les objectifs de l'organisation. Il est à noter que les jeunes administrateurs de Citoyenneté jeunesse auront aussi des responsabilités dans la mise en œuvre du projet, venant ainsi en appui à la permanence. Citoyenneté jeunesse sera donc gouverné par des représentants des localités, assurant ainsi que les orientations soient choisies en lien avec les besoins des jeunes de partout au Québec. Ce sera donc le seul organisme signataire de la convention de financement avec le gouvernement. Il sera alors responsable de la reddition de compte pour l'ensemble des conseillers sur le terrain de même que des échanges avec le Secrétariat à la jeunesse. Il sera finalement responsable de la signature des 17 ententes locales pour la mise en œuvre du projet.

Les rencontres du conseil d'administration de l'instance nationale se feront par vidéoconférence, à l'exception de deux rencontres physiques de délégués.

Des experts en citoyenneté épaulés par des conseils jeunesse locaux pour la mise en œuvre des actions sur le terrain

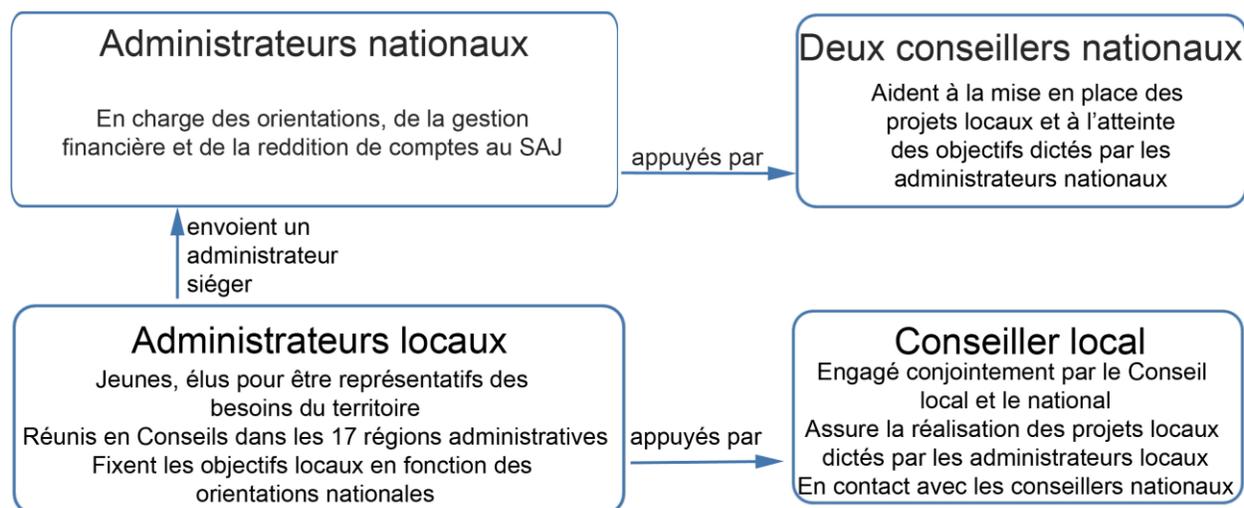
Les conseillers en citoyenneté seront épaulés par des conseils jeunesse locaux pour la mise en œuvre des actions sur le terrain. Le financement relié aux activités destinées aux jeunes permettra l'embauche de 17 conseillers en citoyenneté jeunesse répartis localement partout à travers le Québec. Chaque conseiller sera donc dirigé par les jeunes administrateurs pour lesquels, et avec lesquels, il travaillera. Son embauche sera la responsabilité conjointe du conseil jeunesse concerné et de Citoyenneté jeunesse. Ce conseil jeunesse local devra être mis sur pied afin d'épauler et d'orienter le conseiller sur les besoins et enjeux des jeunes du territoire ciblé, de créer et de participer aux actions locales avec lui, en plus de déléguer un administrateur qui siègera au national.

Le conseil jeunesse devra être représentatif des jeunes des différents milieux locaux, ce qui implique de déterminer, les secteurs d'activités et les territoires (MRC ou arrondissements) qui doivent absolument être représentés. Les représentants des conseils jeunesse seront donc élus dans ces différents secteurs. De cette façon, le conseil jeunesse sera représentatif des enjeux jeunesse et des organisations jeunesse de son territoire.

Cet élément est primordial, puisque les jeunes composant ce conseil auront à remplir les objectifs des éléments locaux, supralocaux et régionaux des plans dictés dans les sections précédentes. Ainsi, ce seront eux, avec l'aide de leur conseiller, qui seront en charge de créer ou d'adapter des formations, d'imaginer des actions pour rejoindre leur communauté et de représenter les jeunes de chacune des régions sur les paliers décisionnels concernés. Citoyenneté jeunesse reprend ainsi le principe de par et pour les jeunes, en permettant de continuer de former des jeunes leaders partout au Québec en les faisant travailler directement sur les enjeux identifiés.

Chaque conseil sera responsable de statuer sur le nombre de rencontres physiques de leur propre conseil en tenant compte des coûts et du temps de déplacement de chacun des membres. Dans ce cas comme au national, le processus de sélection des administrateurs sera rigoureux pour s'assurer que les membres puissent profiter des formations mises à leur disposition et qu'ils soient disponibles pour mettre la main à la pâte pour la réussite de ce projet pilote. Les administrateurs de Citoyenneté jeunesse seront au nombre de 17 soit 1 par territoire et deviendront un appui concret aux conseillers jeunesse locaux.

Une rencontre de formation nationale sera réalisée à chaque année pour les conseillers en citoyenneté jeunesse dans un endroit central afin de diminuer les frais de déplacement.



Une structure de gouvernance éprouvée

Ce modèle de gouvernance a été expérimenté et déjà fait ses preuves. Cette approche repose sur l'idée que les jeunes, eux-mêmes, sont les mieux placés pour prendre en main leur propre avenir. De par leur nature et leur fonctionnement, la structure de gouvernance proposée servira d'espace de débats citoyens, de lieux d'apprentissage et de participation directe aux décisions. Outillés et accompagnés par le national et leur conseiller, les jeunes administrateurs prendront part à des démarches inclusives favorisant leur participation citoyenne et assurant une meilleure adéquation des projets aux besoins des jeunes qu'ils représentent. Véritables leaders, ces jeunes engagés influenceront concrètement le développement de leur communauté.

Cette structure sera une véritable école de démocratie en soi. La représentativité des administrateurs fera en sorte qu'ils veilleront à parler au nom des organisations jeunesse et des groupes jeunes qu'ils représentent lorsque ce sera le cas, émettront des recommandations, développeront et approuveront des projets structurants, mettront

sur pied des partenariats et organiseront des événements rassembleurs. Tout ceci en se conformant à des règlements généraux, à un code d'éthique et à des principes du vivre ensemble.

De ce fait, au sein du conseil d'administration, ils sont à même de parfaire leurs connaissances et leur maîtrise des affaires de la Ville et de l'État, des institutions et leurs compétences, en plus de s'investir concrètement dans le développement de leur collectivité. Ce sera l'une des rares instances pour la jeunesse qui veille à former, année après année, des nouvelles cohortes de jeunes administrateurs compétents et allumés. Le caractère novateur réside ainsi dans cette capacité à servir de véritable pépinière : où s'épanouissent des jeunes engagés fins prêts à prendre la relève, où se développent des projets originaux imaginés par et pour les jeunes, où s'expérimentent des idées et des actions inspirantes pour la jeunesse d'ici et d'ailleurs.

Les principes directeurs de la gouvernance de Citoyenneté jeunesse sont donc :

par et pour les jeunes - orientations nationales avec des impacts locaux - alignés avec les besoins des municipalités et des MRC

BUDGET

Le budget qui suit présente le coût total du déploiement de l'ensemble des axes du projet pilote. Il prend en compte le temps nécessaire à la coordination du projet à l'échelle nationale de même qu'au déploiement des actions destinées aux jeunes dans chacune des régions. Les frais de développement et de coordination représentent environ 10 % de l'enveloppe totale. La plus grande partie du budget est affectée aux ressources humaines, car la meilleure façon de toucher directement les jeunes de partout au Québec est d'aller à leur rencontre en leur proposant diverses activités, ce qui sera la principale tâche des conseillers en citoyenneté jeunesse. Le projet permettra donc la création de 19 emplois qualifiants et de qualité. Comme les coûts des différents postes budgétaires peuvent varier d'une région à l'autre, chaque conseil jeunesse régional pourra moduler les montants de ces postes à l'intérieur du budget total qui leur est octroyé.

Prévisions budgétaires		
Frais de développement et coordination		
Salaire de deux employés en charge de l'instance nationale et de la supervision		100 000,00 \$
Charges sociales		27 500,00 \$
Espace locatif (partage des bureaux avec une autre organisation)		18 000,00 \$
Frais de bureau		5 000,00 \$
Frais de communication et publicité		10 000,00 \$
Activités de réalisation du projet		14 500,00 \$
Frais de formation aux jeunes		4 000,00 \$
Autres (impôts, ass., intérêts, frais bancaires, entretien, divers)		10 000,00 \$
Sous-total :		189 000,00 \$
Frais d'activités destinées aux jeunes	Par conseiller	Total 17 conseillers
Salaire du conseiller en citoyenneté jeunesse	45 000,00 \$	765 000,00 \$
Charges sociales	12 500,00 \$	212 500,00 \$
Espace locatif (location d'un espace au sein d'une autre organisation)	8 000,00 \$	136 000,00 \$
Frais de bureau	1 500,00 \$	25 500,00 \$
Frais de communication et publicité	2 500,00 \$	42 500,00 \$
Activités de réalisation du projet	5 000,00 \$	85 000,00 \$
Frais de formation aux jeunes	1 500,00 \$	25 500,00 \$
Autres (impôts, ass., intérêts, frais bancaires, entretien, divers)	4 000,00 \$	68 000,00 \$
Rencontres de formation et colloque de la jeunesse		55 000,00 \$
Sous-total	82 000,00 \$	1 415 000,00 \$
Total du projet		1 604 000,00 \$

ÉCHÉANCIER ET ÉVALUATION

Voici trois tableaux présentant les actions à mettre en œuvre pour chacun des axes accompagnées de leur cible, du processus d'évaluation proposé et de l'échéancier. Il est à noter que les coûts estimés pour chaque action ne prennent pas en compte le temps des ressources humaines, puisqu'il s'agit d'un poste budgétaire distinct et non ventilé. Le projet pilote se déroulera sur un an donc l'impact décrit sera atteint dans cette période. Cette année de projet pilote servira de base de calcul à l'amélioration continue qui est souhaitée pour les années suivantes et permettra la mise en place de cibles réalistes de même que des réajustements à l'intérieur même des actions, si nécessaire.

AXE 1 : Relève d'administrateurs et représentation jeunesse

Proportion budgétaire : 50%

Actions	Impact	Mesures d'extrants	Mesures d'efficacité	Mesures d'efficience	Coût relié à l'action
Assurer une plus grande présence de jeunes au sein des lieux décisionnels et consultatifs	-Accompagnement de 5 organismes par région -Création de portraits de jeunes administrateurs accomplis -Création d'une banque de jeunes administrateurs disponibles pour siéger -17 sondages sur la présence des jeunes sur les CA d'organismes et sur les besoins des organismes en matière d'intégration des jeunes	-Nombre d'organisations accompagnés -Nombre de portraits créés -Nombre de jeunes intéressés et disponibles pour siéger -Envoi au SAJ d'un document synthèse Présence des jeunes au sein des lieux décisionnels : statistiques et analyse des besoins	-Réalisation de sondages régionaux sur la présence des jeunes sur les CA d'organismes et sur les besoins des organismes en matière d'intégration des jeunes -Compilation du nombre de jeunes dans les instances de ces organismes en début et fin d'accompagnement	- Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (basée sur la répartition du temps compilée pendant une semaine « type » et extrapolée pour l'année)	1000\$

<p>Augmenter le bassin de jeunes administrateurs disponibles et formés pour siéger à des conseils d'administration</p>	<p>-Création du matériel de formation -Formation de 15 jeunes de 29 ans et moins par région -Implication de 3 organisations par région dans les activités de partage - Organisations de 2 formations virtuelles impliquant des administrateurs des 17 conseils d'administration</p>	<p>- Nb de jeunes formés - Nb de formations offertes - Nb d'organisations participantes -Nb de formations web -Contenu de formation approuvé par le SAJ</p>	<p>- Sondage web auprès des participants aux formations dans une démarche d'amélioration continue - Sondage web auprès des participants aux activités de partage pour cerner leur appréciation</p>	<p>- Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (basée sur la répartition du temps compilée pendant une semaine « type » et extrapolée pour l'année)</p>	<p>3000 \$</p>
<p>Favoriser la création d'un réseau interrégional chez les administrateurs de la relève.</p>	<p>-Participation de 100 jeunes à l'événement de formation national -Implication de 3 organisations partenaires à l'événement -Partage des apprentissages via les plateformes web à 100 jeunes supplémentaires</p>	<p>- Nombre de jeunes présents - Nombre d'organisations ayant participé à l'organisation - Contenu offert lors de la formation</p>	<p>- Questionnaire auprès des participants sur l'évaluation de l'apport de l'événement à leur compétence et connaissance</p>	<p>- Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (Compilation approximative du temps consacré pendant les 4 semaines précédant la tenue de l'événement)</p>	<p>7000 \$</p>

Assurer le maintien du dialogue intergénérationnel pour le développement des communautés	-Organisation de deux activités de partage par année	- Nombre de personnes présentes	- Questionnaire auprès des participants sur l'évaluation de l'apport de l'événement	- Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action	Aucun coût relié
Exercer un rôle-conseil auprès du gouvernement en matière de jeunesse; Impliquer les jeunes dans la co-construction des politiques publiques	- Participation à deux consultations - Implication de 10 jeunes dans les réflexions	- Envoi de la documentation produite aux ministères et instances concernées - Nombre de jeunes impliqués - Nombre d'organisations consultés dans la création de contenu	Sondage web auprès des jeunes impliqués dans la démarche : Est-ce que l'expérience est perçue positivement? Évaluer l'intention de participer à nouveau à une consultation de manière autonome (mesure de l'évolution de l'engagement)	- Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (basée sur la répartition du temps compilée pendant une semaine « type » et extrapolée pour l'année)	Aucun coût relié

AXE 2 : SIMULATION ÉLECTORALE ET ÉDUCATION CITOYENNE

Proportion budgétaire : 10%

Actions	Impact	Mesures d'extrants	Mesures d'efficacité	Mesures d'efficience	Coût relié à l'action
<p>- Intéresser les jeunes à l'actualité et à la politique</p> <p>- Augmenter le sentiment de compétence des jeunes par rapport à la politique</p>	<p>- Offrir 10 formations à des groupes de jeunes composés de 10 personnes ou plus par région, par année: Environ 2000 jeunes formés au Québec</p> <p>- Offrir trois formations pour intervenants et professeurs sur l'éducation citoyenne par année par région: Environ 300 intervenants formés au Québec</p> <p>- Augmentation du nombre de jeunes qui font du bénévolat dans leur communauté</p> <p>- Augmentation de la compétence politique chez les jeunes et leurs intervenants</p>	<p>- Liste des activités proposées</p> <p>- Nombre d'écoles visitées</p> <p>- Nombre de classes visitées</p> <p>- Nombres d'organisations jeunesse visitées</p> <p>- Nombre de jeunes ayant participé aux activités</p> <p>- Nombre d'intervenants formés</p>	<p>- Questionnaire avant/après sur les élèves de 3 groupes ayant vécu un atelier pour mesurer l'évolution de l'intérêt et du sentiment de compétence</p> <p>- Sondage web envoyé aux enseignants et intervenants sur la pertinence et l'efficacité perçus des ateliers</p>	<p>Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (Compilation du temps passé sur l'action pendant une semaine d'élection et multiplier par 4)</p>	15000 \$
<p>Démystifier le processus lié au vote</p> <p>Augmenter l'impression chez les jeunes que voter est un devoir.</p>	<p>-Inscription de 80 000 élèves québécois à la prochaine simulation électorale</p> <p>-Développer une campagne de mobilisation qui cible directement les jeunes des cégeps et des universités</p> <p>-Offrir 5 ateliers par région à des groupes de 10 jeunes ou plus : minimum de 950 jeunes formés</p>	<p>- Nombre d'actions mobilisatrices dans les cégeps et universités</p> <p>- Nombre de classes</p> <p>- Nombre d'élèves ayant participé à une simulation</p> <p>- Nombre de jeunes ayant participé aux formations</p>	<p>- Questionnaire avant/après sur les élèves de 2 classes ayant vécu une simulation pour mesurer l'évolution de l'intérêt et du sentiment de compétence</p>	<p>Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (Compilation du temps passé sur l'action pendant une semaine d'élection et multiplier par 4)</p>	10000 \$
<p>Lier la participation citoyenne et l'engagement bénévole au rôle de citoyen</p>	<p>- Environ 2000 jeunes sensibilisés à leur potentiel impact comme citoyens</p>	<p>- Nombre de jeunes touchés</p>	<p>- Sondage papier auprès des jeunes qui le désirent pour voir la suite de leur implication</p>	<p>Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action</p>	Aucun coût lié

AXE 3 : Relève et participation municipale

Proportion budgétaire : 20%

Actions	Impact	Mesures d'extrants	Mesures d'efficacité	Mesures d'efficience	Coût relié à l'action
<ul style="list-style-type: none"> - Initier les jeunes à la politique active - Développer le sentiment d'utilité et d'appartenance des jeunes à leur communauté - Proposer un lieu d'échange et d'influence entre les jeunes et les acteurs municipaux - Permettre à des jeunes intéressés par une carrière politique de se créer des contacts, de bénéficier de l'expérience d'élus - Favoriser un dialogue intergénérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un (1) conseil jeunesse par région impliquant un minimum de 15 jeunes - Réalisation d'une activité de jumelage entre des jeunes et des élus locaux par année, par région - Augmentation du nombre de candidats jeunesse aux élections municipales 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de conseils jeunesse - Nombre de jeunes dans les conseils 	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage web auprès des jeunes sur l'appréciation de l'expérience et sur les compétences et connaissances développées (sondage offert à tous les jeunes) - Sondage web auprès des élus municipaux qui le souhaitent sur la pertinence de l'action 	<ul style="list-style-type: none"> - Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (basée sur la répartition du temps compilée pendant une semaine « type » et extrapolée pour l'année) 	5000 \$
<ul style="list-style-type: none"> - Permettre à des jeunes d'approfondir leur connaissance des enjeux municipaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation de 15 à 20 jeunes au programme 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de jeunes participants 	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage web d'évaluation auprès des participants sur la pertinence de l'activité de même que sur leur intention de poser leur candidature aux prochaines élections municipales. - Sondage auprès des partenaires sur la pertinence de l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> - Estimation du temps ressource passé à la réalisation de cette action (Compilation approximative du temps consacré pendant les 4 semaines précédant la tenue de l'événement) 	Aucun coût lié

CONCLUSION

Le projet construit dans les derniers mois par les jeunes impliqués dans les forums jeunesse régionaux répond à plusieurs orientations de la future politique jeunesse.

En effet, plusieurs actions visent à favoriser la participation active des jeunes à la société, en les outillant afin de mieux contribuer au développement local et du Québec. D'autres actions créent spécifiquement des lieux d'expérimentation d'engagement pour les jeunes, afin de favoriser un dialogue avec l'État et un dialogue intergénérationnel au sein des municipalités ou des organismes.

On sait que susciter un engagement tôt dans la vie (aux niveaux primaire et secondaire) favorise fortement la poursuite de cet engagement plus tard dans la vie du jeune. C'est pourquoi certaines actions touchent les jeunes dès 12 ans, afin d'entraîner un réel impact générationnel.

Au-delà des actions proposées, le gouvernement doit se préoccuper du message qu'il enverra à la jeunesse par sa politique jeunesse, tout comme par les actions qu'il choisit de soutenir financièrement : l'intégration des jeunes ne passera pas que par l'emploi ou le travail, mais s'enrichira aussi de leur engagement sous toutes ses formes.

C'est à la faveur d'une plus grande présence dans les lieux décisionnels et d'une plus grande participation aux urnes que les jeunes auront l'impression que leur présence et leur apport sont désirés, et que la cohésion sociale en sera renforcée, même dans ce contexte démographique particulier qui représente un défi pour toutes les générations.

Les assises solides de notre projet ainsi que l'importance que nous accordons à l'évaluation de celui-ci font de Citoyenneté jeunesse un partenaire de choix qui, en plus de mettre les jeunes au cœur des décisions, permet de réinvestir l'expertise développée depuis plus d'une décennie en matière de participation citoyenne grâce notamment au soutien et à la confiance du Secrétariat à la jeunesse.

Investir dans la jeunesse, c'est avoir un Québec plus riche.

ANNEXE I – UN BREF HISTORIQUE

Le Québec reconnaît depuis longtemps l'importance d'investir en sa jeunesse et de contribuer à son rayonnement. La naissance du Conseil Permanent de la Jeunesse¹⁷ (CPJ) en août 1987 est un élément fort significatif de cette reconnaissance. Suivant les recommandations émises lors du Sommet québécois de la jeunesse de 1983 et suite à l'élection du Parti libéral en 1985, le CPJ, aboli en 2010, fût l'un des conseils consultatifs jeunesse ayant eu le plus de ressources et de pouvoir législatif, faisant l'envie de plusieurs pays dans le monde. (Conseil permanent de la jeunesse, 2011)

En 1997, le gouvernement du Québec lançait sa *Politique de soutien au développement local et régional*. À l'intérieur de celle-ci, il exprimait sa volonté de porter une attention particulière aux jeunes en région. Un an plus tard, dans la foulée du *Plan d'action jeunesse 1998-2001*, le gouvernement rappelait aux conseils régionaux de développement (CRD), devenus par la suite les Conférences régionales des élus¹⁸ (CRÉ) en 2003, l'importance de s'intéresser à la jeunesse.

Le gouvernement du Québec invitait, en 1999, les CRD de l'époque ainsi que leur table de concertation jeunesse à organiser et susciter la participation des jeunes à des ateliers régionaux abordant plusieurs questions relatives aux jeunes en vue du prochain Sommet du Québec et de la jeunesse, qui s'est tenu en février 2000 à Québec. Chaque région devait alors se positionner par rapport à plusieurs thèmes tels que l'éducation, la santé, l'environnement, les loisirs, etc. Les organisations jeunesse étaient également invitées à déposer un mémoire et y inclure des propositions d'actions concrètes. À cette occasion, l'ensemble des tables de concertation jeunesse, aujourd'hui appelées les forums jeunesse régionaux, ont déposé un mémoire commun s'intitulant : *pour un Québec habité et animé*. Le Sommet du Québec et de la jeunesse ayant eu lieu a notamment abouti à deux grandes propositions s'inspirant des recommandations du mémoire du réseau des forums jeunesse, soit la création d'un Fonds jeunesse et l'élaboration d'une Politique jeunesse s'intitulant : *la jeunesse au cœur du Québec*.

¹⁷ Le Conseil permanent de la jeunesse est un organisme gouvernemental, indépendant et non partisan, qui a pour mission de défendre les jeunes citoyens du Québec.

¹⁸ Les conférences régionales des élus sont les interlocuteurs privilégiés du gouvernement en matière de développement régional pour les territoires qu'elles représentent.

Le lancement du *Plan d'action jeunesse 2002-2005* a su mettre la table pour la mise en place de mesures visant à répondre à des problématiques vécues par les jeunes. C'est d'ailleurs dans ce plan d'action que s'est concrétisée la régionalisation du Fonds jeunesse et des actions qui en découlaient.

La politique jeunesse qui est administrée par le SAJ, prévoyait alors une certaine légitimité aux actions jeunesse structurantes et régionales. L'objectif était de laisser les jeunes décider de ce qui est bon pour eux en décentralisant les orientations en matière de dossier jeunesse et en encourageant une certaine auto-organisation « par et pour » les jeunes à l'échelle locale. Bref, une belle preuve de confiance aux régions et surtout une décentralisation des pouvoirs permettant une meilleure répartition des ressources prévues pour les jeunes du Québec.

À partir de l'élection du gouvernement libéral en 2003, on redouble d'efforts pour placer les jeunes au centre des décisions, car on comprend alors qu'ils sont plus qu'indispensables au développement et à la projection de perspectives d'avenir sur le plan économique au Québec. À partir de ce moment, tous les premiers ministres ont pris les dossiers jeunesse sous leur aile.

« Témoignage de l'importance que le gouvernement lui accorde, les dossiers jeunesse sont coordonnés au plus haut niveau gouvernemental, soit par le premier ministre lui-même »¹⁹.

D'un plan d'action vers une stratégie d'action

Le choix de rebaptiser le « plan d'action » en « stratégie d'action » s'inscrit dans une perspective de mise en place de grandes orientations choisies parmi les résultats d'une multitude de consultations tenues aux quatre coins du Québec. La stratégie vise donc le long terme et la pérennité de la politique jeunesse, et se base sur les forces et les limites de celle-ci. Les planifications stratégiques en matière de jeunesse ont permis un ancrage des actions dans des besoins et des enjeux réels, exprimés par différents acteurs jeunesse.

¹⁹ Propos tirés textuellement dans l'introduction de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014.

La première *Stratégie d'action jeunesse 2006-2009* poursuivait l'objectif d'une jeunesse engagée dans sa réussite. Cette stratégie était davantage inspirée de l'intervention positive et visait à mettre en valeur la place des jeunes dans la société québécoise en encourageant, entre autres, la participation citoyenne ainsi que la présence des jeunes au sein des instances démocratiques.

Finalement, la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014* reconduit plusieurs mesures sur cinq ans, permettant ainsi aux organisations jeunesse de mieux planifier leurs interventions à long terme. Celle-ci s'est d'ailleurs caractérisée par une philosophie de continuité du travail engagé dans la précédente stratégie. Elle comporte une philosophie d'aspiration commune à un contrat social et s'intègre de façon transversale à l'intérieur de 6 grands défis. La *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014* s'adresse aux jeunes Québécois et Québécoises âgés de 15 et 35 ans. Toutefois, une bonne partie des moyens d'action proposés concernent également le secteur de la petite enfance et des liens intergénérationnels.

Toutefois, les résultats finaux de la dernière *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014* sont encore méconnus. Un rapport de mi-étape a été rendu public en 2012 par le SAJ et certains constats en ressortent. Ce bilan de mi-parcours rappelle les objectifs et les moyens d'action de la *Stratégie* et présente un état de la situation en quantifiant le nombre de jeunes rejoints, de services offerts et de nouveaux emplois créés. Le SAJ dit être fier des résultats obtenus et souligne l'ampleur du défi que constituait la mise en œuvre de ce plan d'action gouvernemental. On souligne l'implication des nombreux partenaires et on conclut en mentionnant que sur un total de 115 moyens d'action, 114 étaient en cours de réalisation ou étaient terminés en date du 31 mars 2011. De plus, ce serait près de deux millions de jeunes qui auraient été rejoints de façon directe ou indirecte par la *Stratégie* et plus de 350 000 jeunes parmi eux auraient bénéficié d'un service direct. Ce serait également 450 emplois qui auraient été créés dans le cadre de la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014*. On excuse la difficulté de ne pouvoir rendre une évaluation complète en soulignant la diversité des moyens d'action qui démontrent toute la richesse de la *Stratégie*. (SAJ, Rapport de mi-étape, 2012)

ANNEXE II – LES VALEURS DES FORUMS JEUNESSE RÉGIONAUX

Cette charte représente l'aboutissement d'une réflexion collective des administrateurs des forums jeunesse sur les valeurs sur lesquelles doivent reposer leurs actions :

Décentralisation et régionalisation :

Les forums jeunesse régionaux considèrent que les mécanismes de décision doivent être le plus près possible des citoyens concernés. La décentralisation, telle que véhiculée par les forums jeunesse, tient pour acquis que les différents milieux qui composent le Québec possèdent les compétences nécessaires à l'exercice de leurs pouvoirs et sont à même de prendre en charge leur développement. Les forums jeunesse croient que les voix multiples qui émanent d'un réseau décentralisé sont une richesse et témoignent des spécificités propres aux jeunes et aux régions du Québec. Tout en respectant cette diversité, il est possible, sans être nécessaire, d'identifier des enjeux propres aux jeunes Québécois qui sont susceptibles de rassembler les travaux et réflexions des forums jeunesse régionaux à l'échelle nationale. Le profil de chacun des forums dessine alors le vaste paysage des préoccupations et volontés de la jeunesse québécoise.

Les forums jeunesse régionaux considèrent que le palier régional qu'ils représentent est nécessaire au plein développement du Québec. Avec leur partenariat avec les conférences régionales des élus, les forums jeunesse régionaux croient que les pouvoirs qui leur sont confiés permettent d'assurer l'émergence d'une multitude de leaders pour le Québec et que ceux-ci sont un facteur clé dans la valorisation et l'occupation et la vitalité de l'ensemble des territoires du Québec.

Participation citoyenne et représentation des jeunes :

Les forums jeunesse régionaux sont convaincus que la représentation des jeunes au sein des instances consultatives et décisionnelles de la société québécoise est nécessaire afin d'assurer un plein développement de celle-ci. Les forums jeunesse considèrent que les jeunes sont pleinement en mesure d'exercer les rôles liés à leur présence au sein d'instances consultatives et décisionnelles dans la mesure où le soutien pertinent leur est offert. Ils considèrent que la place des jeunes doit s'inscrire dans un esprit démocratique de représentativité et, qu'en ce sens, cette place ne saurait se faire au détriment d'autres groupes.

Les forums jeunesse régionaux considèrent que la participation citoyenne des jeunes est nécessaire au plein épanouissement de la société québécoise. C'est à travers l'engagement

au sein des sphères sociales, publiques et politiques que les jeunes peuvent pleinement déployer leur potentiel et dynamiser l'ensemble des régions du Québec. Les forums jeunesse croient que la participation citoyenne doit être appuyée et valorisée.

Développement régional par et pour ceux qui y vivent :

Les forums jeunesse régionaux considèrent que le développement régional doit se faire en s'appuyant sur l'expertise des citoyens qui vivent au cœur de ces régions. Ils croient que les personnes les mieux placées pour prendre les décisions en regard de leur développement sont celles directement visées. Les forums jeunesse considèrent que les projets de développement doivent être pensés par et pour ceux qu'ils ciblent.

ANNEXE III – LES PILIERS DE L’INTERVENTION JEUNESSE

Mise en contexte : En décembre 2014, en prévision du renouvellement de la Politique jeunesse, les forums jeunesse régionaux ont proposé au gouvernement cinq piliers qui, selon eux, devraient guider son action et ses réflexions à venir. Plusieurs groupes jeunesse ont aussi adhéré à cette vision, la liste de ces appuis se retrouvant à la fin de cette annexe.

Pour une jeunesse au cœur des actions gouvernementales

Clause d’impact jeunesse transparente

Le gouvernement doit s’obliger à mesurer l’impact sur les jeunes des lois et politiques qu’il met de l’avant. C’est un engagement fort qu’il a déjà pris au début des années 2000 avec la création d’une clause d’impact jeunesse devant être rédigée dans le cadre des projets de loi soumis au Conseil des ministres. Cette clause a placé le Québec à l’avant-garde dans la considération accordée à sa jeunesse.

Dans un contexte de gouvernement ouvert et dans un esprit de transparence, ces clauses devraient maintenant être rendues publiques et construites à l’aide de l’expertise des partenaires de l’État en matière de jeunesse.

Co-construction avec les jeunes

Les jeunes doivent être placés au cœur de la prise de décision en regard des questions qui les touchent. Le gouvernement devrait être guidé par l’adage *Nihil de nobis, sine nobis* – rien qui ne nous concerne sans nous. Ainsi, les jeunes de toutes les régions devraient avoir accès aux lieux de pouvoir les concernant : construction des politiques publiques, investissements des fonds les ciblant et gouvernance des organisations s’adressant à eux.

Cette place des jeunes est une visée qui nécessite du travail et des ressources afin d’assurer que cette participation soit optimale pour les jeunes eux-mêmes et les organisations qui les accueillent. L’accompagnement et la formation dans un esprit de développement du pouvoir d’agir sont au cœur de ce processus.

Pour la prochaine Politique de la jeunesse, cela signifie : maintien du contrôle de leviers financiers par des jeunes, engagement de l'État à faire une place aux jeunes dans l'analyse menant aux clauses d'impact jeunesse et engagement à maintenir un dialogue concernant les grands enjeux avec les jeunes.

Gouvernance de la Politique québécoise de la jeunesse

La future politique de la jeunesse devrait faire une place aux jeunes dans la gouvernance de sa mise en œuvre. Ainsi, le gouvernement devrait tenir des rencontres entre le ministre responsable de la jeunesse, les autorités de l'Administration œuvrant à la question jeunesse et des partenaires de la jeunesse gouvernés par des jeunes.

Enfin, le gouvernement pourrait s'engager à mesurer l'avancement de ses travaux en matière de jeunesse tous les quatre (4) ans en commission parlementaire afin de permettre à l'ensemble de la société civile de contribuer à l'avancement des dossiers jeunesse.

Âge de la jeunesse

L'âge de la jeunesse devrait être de 35 ans et moins afin de favoriser une intervention de la petite enfance jusqu'à la conciliation travail-famille. Les transitions vécues par les jeunes se déroulent de plus en plus tardivement et l'État doit garder un lien privilégié avec les jeunes dans le cadre de ces périodes importantes de leur vie. Citoyenneté jeunesse saura toutefois s'adapter à la tranche d'âge de la future stratégie d'action jeunesse québécoise.

Une recherche jeunesse co-construite et transparente

Les recherches menées par l'État concernant la jeunesse devraient être divulguées de manière proactive afin de permettre aux groupes de s'en inspirer. De même, un mécanisme devrait permettre aux jeunes d'orienter certains travaux de recherche réalisés par l'Administration de manière à assurer une production de recherches qui répondent à la fois aux besoins des jeunes et du gouvernement. Le modèle utilisé pour le Comité consultatif jeune de la Commission des partenaires du marché du travail est à cet effet digne d'attention.

ANNEXE IV – ESTIMATION DES RESULTATS LOCAUX

Certaines régions ont été sondées afin de donner une idée des résultats qu'il serait réaliste d'obtenir dans le cadre de Citoyenneté jeunesse considérant une seule ressource à temps plein et des jeunes administrateurs en appui. Les deux tableaux qui suivent présentent les estimations des 14 régions qui ont répondu dans les délais fixés.

Axe 1							
Indicateurs	Montréal	Capitale-Nationale	Lanaudière	Abitibi-Témiscamingue	Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Gaspésie	Chaudières-Appalaches
Nombre d'organisations locales accompagnées pour faire la place aux jeunes sur les lieux décisionnels	5 organisations locales	5 organisations locales	5 organisations locales				
Nombre de jeunes disponibles et formés pour siéger dans un lieu décisionnel	150 jeunes	100 jeunes	100 jeunes	50 jeunes	20 jeunes	15 jeunes	60 jeunes
Nombre de sondages distribués localement sur	100 sondages distribués	50 sondages distribués	25 sondages distribués	25 sondages distribués	15 sondages distribués	Aucun sondage	20 sondages distribués

La place des jeunes dans les lieux décisionnels								
Nombre de portraits créés sur les jeunes administrateurs	3 portraits créés	10 portraits créés	2 portraits créés	6 portraits créés	2 portraits créés	Aucun portrait	2 portraits créés	
Créer des activités de partage avec des administrateurs actuels	Réseau d'admin. d'expérience disponibles	Réseau d'admin. d'expérience disponibles	Réseau d'admin. d'expérience disponibles	Réseau d'admin. d'expérience disponibles	Réalisable avec création d'un réseau d'admin.	Réalisable avec campagne de recrutement	Réseau de 30 personnes déjà disponibles	
Nombre de jeunes participants à l'activité de formation nationale	Entre 8 et 10 participants	10 participants	5 participants	5 participants	6 participants	5 participants	5 participants	
Axe 2								
Nombre de jeunes qui participent à une formation en éducation citoyenne	200 jeunes formés 8 écoles secondaires 8 classes 4 groupes jeunes (CJE)	100 jeunes formés 2 groupes jeunesse (CJE) 3 écoles 5 classes	120 jeunes formés 3 groupes jeunesse 3 écoles et 3 CÉGEP 3 classes secondaires	100 jeunes formés Ateliers donnés à l'extérieur des salles de classes	50 jeunes formés 2 groupes jeunesse 1 école 1 classe	75 jeunes Une journée de formation regroupant plusieurs groupes	200 jeunes 8 écoles secondaires 8 classes 4 groupes jeunes (CJE)	

Nombre d'intervenants formés aux bases de l'éducation citoyenne	20 intervenants formés	12 intervenants formés	10 intervenants formés	10 intervenants formés	5 intervenants formés	5 intervenants formés	10 intervenants formés
Nombre des jeunes formés aux enjeux électoraux	100 jeunes formés	300 jeunes formés	150 jeunes formés	100 jeunes formés	75 jeunes formés	25 jeunes formés	100 jeunes formés

Axe 3

Création d'un conseil jeunesse local	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés. Organisations jeunesse locales appuient	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés. Discussions actuelles avec la Ville de Québec	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés. Organisations jeunesse locales appuient	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés	Oui, avec une campagne de mobilisation	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés.
Organisation d'une activité de jumelage avec les élus locaux	Oui, ouverture des élus locaux Événement similaire déjà organisé par le passé	Oui, ouverture des élus locaux	Oui, ouverture des élus locaux	Oui, ouverture des élus locaux – Événement similaire déjà organisé par le passé	A développer	A développer	Oui, ouverture des élus locaux Événement similaire déjà organisé par le passé
Nombre de participants au programme de formation sur les enjeux municipaux	10 jeunes	50 jeunes	20 jeunes	10 jeunes	5 jeunes	Aucun jeune	20 jeunes

Axe 1							
Indicateurs	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Outaouais	Côte-Nord	Mauricie	Laval	Longueuil	Nord-du-Québec
Nombre d'organisations locales accompagnées pour faire la place aux jeunes sur les lieux décisionnels	5 organisations locales	5 organisations locales	5 organisations locales	5 organisations locales	5 organisations locales	5 organisations locales	5 organisations locales
Nombre de jeunes disponibles et formés pour siéger dans un lieu décisionnel	25 jeunes	50 jeunes	50 jeunes	75 jeunes	50 jeunes	50 jeunes	20 jeunes
Nombre de sondages distribués localement sur la place des jeunes dans les lieux décisionnels	10 sondages distribués	15 sondages distribués	15 sondages distribués	10 sondages distribués	30 sondages distribués	10 sondages distribués	Aucun sondage
Nombre de portraits créés sur les jeunes administrateurs	1 portrait créé	2 portraits créés	2 portraits créés	Aucun portrait	2 portraits créés	Aucun portrait	Aucun portrait

Créer des activités de partage avec des administrateurs actuels	Réalisable avec campagne de recrutement	Réseau d'administrateurs d'expérience disponible	Réalisable avec campagne de recrutement	Réseau d'administrateurs d'expérience disponible			
Nombre de jeunes participants à l'activité de formation nationale	5 participants	5 participants	5 participants	5 participants	8 participants	5 participants	5 participants

Axe 2

Nombre de jeunes qui participent à une formation en éducation citoyenne	300 jeunes formés	100 jeunes formés	200 jeunes formés	250 jeunes formés 15 groupes jeunesse 5 écoles 10 classes	150 jeunes formés 3 groupes jeunesse 3 écoles 3 classes	150 jeunes formés 3 groupes jeunesse 3 écoles 3 classes	50 jeunes formés 2 groupes jeunes 1 école 2 classes
Nombre d'intervenants formés aux bases de l'éducation citoyenne	10 intervenants formés	5 intervenants formés	10 intervenants formés	20 intervenants formés	20 intervenants formés	15 intervenants formés	5 intervenants formés
Nombre des jeunes formés aux enjeux électoraux	150 jeunes formés	100 jeunes formés	200 jeunes formés	150 jeunes formés	150 jeunes formés	150 jeunes formés	30 jeunes formés

Axe 3							
Création d'un conseil jeunesse local	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés. Organisations jeunes locales appuient	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés. Municipalité et tous les territoires ouverts et en appui.	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés	Oui, avec une campagne de mobilisation	Oui, jeunes administrateurs disponibles et motivés.
Organisation d'une activité de jumelage avec les élus locaux	A développer	Oui, ouverture des élus locaux	Oui, ouverture des élus locaux	Oui, ouverture des élus locaux	Oui, ouverture des élus locaux	A développer	Oui, ouverture des élus locaux
Nombre de jeunes participants au programme de formation sur les enjeux municipaux	10 jeunes	20 jeunes	10 jeunes	Aucun jeune	5 jeunes	Aucun jeune	5 jeunes

Citoyenneté jeunesse ne cesse de recevoir des appuis de tous les coins de la province. Voici une liste exhaustive des appuis reçus à ce jour n'incluant pas les quelques 6000 signatures individuelles de citoyens québécois souhaitant voir le projet Citoyenneté jeunesse se réaliser. Ceci témoigne certainement de la force et du sérieux du réseau du projet national.

Appuis nationaux

Comité des jeunes de la CSQ

Environnement Jeunesse

Place aux jeunes en région

Serge Rock, coordonnateur du Réseau jeunesse des Premières Nations du Québec – Labrador

Le Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ)

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie

La CSN et le Comité national des jeunes de la CSN (CJ-CSN)

La Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ)

La Fédération étudiante collégiale du Québec

Force Jeunesse

Le Forum Français de la Jeunesse - FFJ

La Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)

Le Collectif autonome des Carrefours jeunesse-emploi du Québec

La formation politique du Parti Québécois (PQ)

La formation politique de la Coalition Avenir Québec (CAQ)

La Commission relève de la Coalition avenir Québec (CRCAQ)

Le Chantier Économie Sociale

La Fédération médicale étudiante du Québec (FMEQ)

L'International federation of medical students' associations - Québec (IFMSA-Qc)

La Confédération pour le rayonnement étudiant en ingénierie au Québec (CRÉIQ)

L'Institut du Nouveau Monde (INM)

Le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (Rocajq Jeunesse)

La Commission des jeunes élus de l'Union des municipalités du Québec

La Fédération québécoise des municipalités

La Confédération des associations d'étudiantes et d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL)

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM)

Appuis par région

Lanaudière

MRC de Joliette

MRC de Matawinie

Ville de Mascouche

Municipalité de Saint-Calixte

Maison des jeunes de Lanoraie

Maison des jeunes de Repentigny

Maison des jeunes de L'assomption

Maison des jeunes de Terrebonne

Conseil régional de l'environnement

Table régionale en économie sociale de Lanaudière

Loisirs et sport Lanaudière

CRÉVAL (organisme régional en valorisation de l'éducation)

CRÉDIL

CSN Lanaudière

Caucus des députés du parti Québécois

CÉGEP régional de Lanaudière

Côte-Nord

Loisirs et sport Côte-Nord

Conseil régional communication et culture Côte-Nord

Corporation des services universitaires secteur ouest de la Côte-Nord

Eastern Shore - secteur Côte-Nord

ImageXpert

Association des commissions scolaire de la Côte-Nord (devrait être fait)

Marjolain Dufour

Centre-du-Québec

Loisir sport Centre-du-Québec

Partenaires 12-18

Ville de Victoriaville

Municipalité de Warwick

Carrefour jeunesse/Impact emploi de L'Érable

Maison de jeunes le Trait d'Union de Victoriaville

Maison de jeunes La Traversée de St-Ferdinand

Maison de jeunes l'Express 12-18 de Plessisville

Maison de jeunes de Ham Nord
Maison de jeunes de St-Charles

Laurentides

Réseau des Jeunes Élus des Laurentides
Ville de Mont-Laurier
Mesures Alternatives des Vallées du Nord
Centre St-Pierre
CJE Deux-Montagnes
CJE Rivière-du-Nord
Municipalité de Chutes-Saint-Philippe

Bas-Saint-Laurent

URLS
Association de la relève agricole du Bas-Saint-Laurent
MRC de Kamouraska
Réseau M - Mentorat pour entrepreneurs Bas-Saint-Laurent
Harold Lebel, député de Rimouski à l'Assemblée Nationale
Association étudiante du Cégep de Rimouski

Abitibi-Témiscamingue

Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue
Mouvement de la relève d'Amos région
Carrefour jeunesse emploi d'Abitibi-Est
Carrefour jeunesse emploi du Témiscamingue
Carrefour jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest
Chambre de commerce de Rouyn-Noranda
Chambre de commerce de la Vallée-de-l'Or
Ville de Ville-Marie
Municipalité de Launay
MRC Abitibi-Ouest
Municipalité de Trecesson
Emploi Québec (direction régionale)
UQAT (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)
François Gendron, député Abitibi-Ouest à l'Assemblée nationale
Municipalité de Lacorne
Ville d'Amos

Municipalité de Lorainville
Municipalité de St-Dominique du Rosaire
Municipalité de Clermont
Municipalité de Duhamel Ouest
Le réseau des SADC de l'Abitibi-Témiscamingue
La maison des jeunes du Témiscamingue
La maison des jeunes de La Sarre
La Chaire Desjardins en développement des petites collectivités
Ville de Val-d'Or
Le conseil territorial jeunesse d'Abitibi Est
L'Interlocal de Rouyn-Noranda
Loisirs et sport Abitibi-Témiscamingue
CISSS Centre intégré de santé et services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
(anciennement l'Agence de santé)
Municipalité de Laverlochère
La CROC-AT (Coalition des tables régionales d'organismes communautaires de
l'Abitibi-Témiscamingue)
Femmessor de l'Abitibi-Témiscamingue
CDR (Coopérative de développement régionale de l'Abitibi-Témiscamingue)
Jeunes en milieu rural
Arrimage jeunesse
Jeunes musiciens du monde

Île de Montréal

Concertation Montréal
L'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à
l'environnement (AQPERE)
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)
Atelier circulaire
Auberge du Sud-Ouest
Carrefour familial Hochelaga
Centre de communication adaptée
Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté
CDRH Premières Nations
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes
Centre Multi-Ressources Lachine
Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM)

Chez Émilie
Cirque Hors Piste
CJE Marquette
CJE Montréal Centre-Ville
CJE Ouest-de-l'Île
CRAPAUP
Comité sectoriel de main-d'oeuvre économie sociale action communautaire (CSMO
ESAC)
Cybercap
Destination Travail
Diversité artistique Montréal
Eastern Bloc
Éco-quartier St-Léonard
Éducaloi
ENvironnement JEUnesse
Espace Projet
Exeko
Faubourg St-Laurent
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
(FAECUM)
Fondation Filles d'action
Galerie Les Territoires
Génération d'Idées (GeDi)
GUEPE
Initiative Montréal physiquement active
Intégration jeunesse du Québec
Jeune Conseil de Montréal
La gang à Rambrou
L'Astérisk
Le Phare
Loisirs St-Jacques
L'Unité
Maison des jeunes Par la Grande porte
Miel Montréal
Mise au jeu
Parrainage civique Les Marronniers
Pour 3 Points

Productions Oracle
Quebec Community Groups Network (QCGN)
Rap jeunesse
Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)
Regroupement des maisons de jeunes
RÉSEAU de la coopération du travail du Québec
Santropol Roulant
Sentier urbain
Sport et Loisirs de l'Île de Montréal
Table de concertation Lachine
UQAM (département de sexologie)
UQAM (service aux collectivités)
UTILE
Ville en vert
Vivacité Montréal
Vrac environnement
Y des femmes de Montréal
Wapikoni mobile

Outaouais

Carrefour jeunesse emploi Outaouais
Carrefour jeunesse emploi Papineau
Maison de jeunes Mashado
Enviro Éduc Action
Conseil du loisir scientifique de l'Outaouais
Loisir sport Outaouais
Table jeunesse Papineau
Table jeunesse Pontiac
Table jeunesse des Collines-de-l'Outaouais
Table jeunesse Vallée-de-la-Gatineau
Table jeunesse Gatineau
Service animation jeunesse de l'Outaouais (SAJO)
Maison de jeunes, Salon des jeunes
Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides
Radio jeunesse.ca
Culture Outaouais

Chaudière-Appalaches

Carrefour jeunesse-emploi Lotbinière
Carrefour jeunesse-emploi MRC de Bellechasse
Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac
Carrefour jeunesse-emploi les Etchemins
Carrefour jeunesse-emploi des Chutes-de-la-Chaudière
Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches
Commission scolaire des Appalaches
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin

Capitale-Nationale

Entraide Jeunesse Québec
Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval
Carrefour jeunesse-emploi de la Capitale-Nationale

Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

L'Antichambre 12-17
Carrefour jeunesse emploi La Prairie
Maison des jeunes de Huntingdon
Chantier de l'Économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent
Le Service alimentaire communautaire
MRC de Roussillon
MRC du Haut-Saint-Laurent
Carrefour jeunesse emploi Vaudreuil-Soulanges

Laval

Collège Montmorency
Corporation de la Salle-André Mathieu
Diapason Jeunesse

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Député Sylvain Roy
Député Gaétan Lelièvre
CJE Avignon-Bonaventure
Montérégie Est
MRC Marguerite-D'Youville

Francine Duquet, P.h.D. Professeur département sexologie, UQAM
Élodie Malo, participante aux projets du FJME
Vincent Pouliot, participante aux projets du FJME
David Lachapelle, participante aux projets du FJME
Marie-Ange Ménard, participante aux projets du FJME

Estrie

Association coopérative d'économie familiale (ACEF) Estrie
Carrefour de solidarité internationale
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue
Comité de prévention et de concertation jeunesse des Sources
Conseil de la Culture de l'Estrie
Corporation de développement communautaire (CDC) Memphrémagog
Gris Estrie
IRIS Estrie
Jeunesse active de Brompton (JAB)
La Fabrique Coop
La Table jeunesse socioéconomique Memphrémagog
Le Tremplin 16 30
Maison des jeunes de Fleurimont
Place des jeunes l'Intervalle de Brompton
Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie

RÉFÉRENCES

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (CSF), ET TABLE DE CONCERTATION DES FORUMS JEUNESSE RÉGIONAUX DU QUÉBEC (TCFJRQ). *Présence des femmes et des jeunes de 35 ans et moins dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux*, février 2008 (mise à jour le 13 mai 2008).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (CSF), ET TABLE DE CONCERTATION DES FORUMS JEUNESSE RÉGIONAUX DU QUÉBEC (TCFJRQ). *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs*, février 2010.

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE. *Maintenir le dialogue avec les jeunes : c'est nécessaire! : Mémoire du conseil permanent de la jeunesse, présenté à la Commission des finances publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 130*, Québec, Gouvernement du Québec, février 2011.

DEMERS, É., LAGANIÈRE V., et F. TALBOT. *Accueil et formation des administrateurs*, Québec, Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ), 2011.

GALLANT, Nicole, et Céline OBERLÉ. *Les Forums jeunesse régionaux du Québec : ancrage local et régional des actions en participation citoyenne des jeunes*. Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation Culture Société, 63 p., 2013. Sur Internet : <http://forumsjeunesse.qc.ca/ancrage-local-regional-actions-participation-citoyenne-jeunes.pdf>.

INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE CONTEMPORAINE (IREC). *Le Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine : un actif de premier plan pour l'économie et le développement régional*, Montréal, 2015. Sur Internet : <http://www.irec.net/upload/File/rapportrecherchecegepgaspeavril2015.pdf>

LAMOUREUX, H. *Le citoyen responsable. L'éthique de l'engagement social*, Montréal, VLB Éditeur, 1996.

RADIO-CANADA. « Robert Laplante qualifie la restructuration de l'État de destruction planifiée », 17 février 2015. Sur Internet : <http://ici.radio-canada.ca/regions/saguenay-lac/2015/02/17/002-robert-laplante-cercle-de-presse-irec.shtml>

SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE. *La jeunesse au cœur du Québec : politique québécoise de la jeunesse*. Québec, Gouvernement du Québec, 2001.

SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE. *Plan d'action jeunesse 2002-2005 : la jeunesse au cœur du Québec*. Québec, Gouvernement du Québec, 2002.

SECRETARIAT À LA JEUNESSE. *Stratégie d'action jeunesse 2006-2009*. Québec, Gouvernement du Québec, 2006.

SECRETARIAT À LA JEUNESSE. *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 : Enrichir le Québec de sa relève*. Québec, Gouvernement du Québec, 2009.

SECRETARIAT À LA JEUNESSE. *Rapport de mi-étape : stratégie d'action jeunesse 2009-2014*. Québec, Gouvernement du Québec, 2012.

SECRETARIAT À LA JEUNESSE. *Une génération aux multiples aspirations : Livre blanc sur la Politique québécoise de la jeunesse*. Québec, Gouvernement du Québec, 2014.

TABLE DE CONCERTATION DES FORUMS JEUNESSE RÉGIONAUX DU QUÉBEC (TCFJRQ). *Jeunes et relève municipale : cahier d'accompagnement au projet de jumelage dans le cadre du congrès annuel de la FQM*, en collaboration avec la FQM, 31 mai 2011.